

COLLECTION MÉMOIRE (S) D'ÉTAMPES – VOLUME 1

Clément WINGLER

**LA GRANDE GUERRE DES ÉTAMPOIS :  
D'UNE GUERRE À L'AUTRE (1870 – 1914)**

*La France et le monde dans la presse étampoise*

Archives municipales d'Étampes  
Septembre 2014

**Collection Mémoire(s) d'Étampes**  
**dirigée par Clément Wingler**  
**Une publication des Archives municipales d'Étampes**  
**4 Rue Sainte-Croix – 91150 Étampes**  
**Dépôt légal à parution – Septembre 2014**

Clément WINGLER

## D'une guerre à l'autre (1870 – 1914) : la France et le monde dans la presse étampoise

*T*rois types de sources nous renseignent sur la manière dont les Étampoises perçurent la marche du monde, notamment quant à la place revendiquée par la France dans le concert des nations. La première de ces sources est la plus rare. Faite du témoignage direct de ceux qui « avaient vu du pays » et en tirèrent un enseignement général ou particulier, elle comprend aussi les traces écrites laissées par leurs concitoyens qui, d'une manière ou d'une autre et sans toujours quitter le territoire national, participèrent à la « grande Histoire ». Pour le XIX<sup>e</sup> siècle, nous pouvons citer Étienne Geoffroy-Saint-Hilaire et Narcisse

Berchère, mais aussi Georges Lebreton, personnage moins connu, néanmoins ministre de la Justice et des Cultes sous la III<sup>e</sup> République. En montrant aux Étampoises qu'il pouvait exister un ailleurs parfois même seulement parisien, ils contribuèrent au façonnement de leur imaginaire collectif, rôle pas nécessairement abandonné avec leur mort, comme le prouve l'inlassable intérêt du public contemporain pour les œuvres orientalistes de Berchère.

Ces premières sources, qui ressortissent de l'intime dévoilé, sont fort différentes de celles du second type, que l'on pourrait qualifier

*d'officielles. À l'échelle locale, ces dernières prennent la forme de motions, vœux et délibérations formulés par l'instance représentative des Étampois, en l'occurrence le Conseil municipal. Assez peu fréquentes, elles traduisent soit la fierté des élus de se sentir Français, par exemple à l'annonce d'une victoire militaire ou du sacre d'un nouveau roi, soit leur inquiétude devant un évènement national ou international dont les ondes de choc auraient pu ébranler l'ordre économique et social entre Juine et Chalouette.*

*Le troisième type de sources – celui de la presse locale – est à notre sens le plus intéressant, dans la mesure où il réunit l'appréciation personnelle et la dimension publique. C'est la raison pour laquelle nous l'avons retenu en priorité. À la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, Étampes demeurait la principale ville entre Paris et Orléans, tant pour son peuplement que pour sa puissance économique et commerciale. Elle était dirigée par des élites soucieuses de la défense de ses intérêts et par là même intéressées à l'existence d'une presse d'opinion bien informée. Deux journaux à fort tirage se partageaient alors les faveurs du public : L'Abeille d'Étampes et Le Réveil d'Étampes, traitant le plus souvent des mêmes sujets, mais selon une sensibilité politique dissemblable. Née sous la monarchie de Juillet, L'Abeille se voulait conservatrice, sa voix celle des possédants et des notables, bref de l'ordre moral, ce qui ne déplaisait pas à la petite et moyenne bourgeoisie. Quant au Réveil, son concurrent le plus sérieux et le plus récent, il se réclamait des principes républicains, ouvrant volontiers ses tribunes aux idées progressistes, radicales et socialistes, sans toutefois appeler à la lutte des classes.*

*Miracle de l'Union sacrée... et pis-aller face à l'évanouissement des moyens financiers autant qu'humains, les deux organes de presse rivaux finirent par fusionner au début de la Grande Guerre. Cependant, pour*

*la période qui nous intéresse ici, à savoir celle des presque cinquante ans ouverte avec le conflit franco-prussien de 1870-1871 et close avec l'été de 1914, les deux journaux conservèrent des particularismes dont nous mesurerons la richesse à propos des questions de politique internationale, notre souhait étant d'éclairer par leur intermédiaire comment et combien les Étampois s'ouvrirent aux affaires étrangères. À ce titre, les éditoriaux et articles de la presse locale possèdent pour l'historien d'aujourd'hui une double qualité. D'une part, ils constituent un baromètre de ce qui passionnait ou non l'opinion publique, en sachant qu'au-delà du critère de l'information les journalistes ambitionnèrent plus ou moins consciemment de chauffer ou refroidir le mercure... D'autre part, ces mêmes journalistes n'ayant pas abdiqué leur statut de citoyens doués d'une opinion personnelle, prenons garde de ne pas oublier que leur plume pouvait aussi délivrer des nuances éloignant le texte de la ligne éditoriale communément suivie ou du projet didactique revendiqué par le propriétaire du titre.*

*D'une manière générale, pour ce qui fut de la prise en compte des évènements internationaux, de la place qui devait être celle de la France dans le monde, et de la rivalité du pays avec son remuant voisin germanique, les deux principaux hebdomadaires de la région d'Étampes épousèrent les phases de tension et de détente reconnues depuis longtemps par la recherche spécialisée dans la politique étrangère et les relations franco-allemandes. Entre 1871 et 1890, L'Abeille et Le Réveil s'effrayèrent tout d'abord d'une France isolée face à l'hégémonie allemande sur le continent. Amputé d'une partie de son territoire, mutilé et meurtri, le pays se sentait surveillé, sans amis véritables, soumis aux pressions y compris anglaises et italiennes. Il cherchait des coupables à sa défaite contre les Prussiens, pansait ses plaies, se remettait en cause et*

*traquait les ennemis « de l'intérieur », à l'exemple des partisans de la Commune. Puis, entre 1890 et 1914, les deux journaux se félicitèrent d'une forme de puissance retrouvée par la mère patrie, laquelle s'exprimait en premier lieu dans ses succès coloniaux (1890-1904), ensuite dans son aptitude à tenir bon contre le choc des impérialismes*

*(1905-1911), et enfin dans sa pratique de l'Union sacrée face à une guerre semblant de plus en plus inéluctable (1911-1914).*

### **Le traumatisme de 1870**

Si la ville connut différentes occupations étrangères au cours de son histoire, depuis celle des Anglais pendant la guerre de Cent Ans, jusqu'à celle de la croix gammée pendant la Deuxième Guerre mondiale, en passant par la présence encombrante et désastreuse des mercenaires d'Europe centrale au service de l'un ou l'autre camp durant les guerres de Religion au XVI<sup>e</sup> siècle, Étampes n'eut à subir que deux fois l'humiliation de bottes ennemies dans ses rues au XIX<sup>e</sup> siècle. La première, celle des Cosaques à la fin du Premier Empire, fut rapide et ne laissa pas de traces durables dans la mémoire collective. La seconde, en revanche, celle des Prussiens, heurta profondément les populations. Tout d'abord en raison de sa durée longue de cinq mois, d'octobre 1870 à mars 1871 ; puis par l'identité de cet occupant qui jusqu'alors n'avait jamais postulé au titre infamant d'ennemi héréditaire, contrairement à l'Anglais. Or, surpris par

l'effondrement soudain des armées de Napoléon III, les Étampois se réveillèrent subitement le 6 octobre 1870 avec sous leurs fenêtres un défilé presque ininterrompu de casques à pointe. Prise sans résistance, la ville se découvrit dangereusement proche de la ligne de front : l'on se battait à Toury, à Pussay, à Courpain, en Eure-et-Loir et dans la région d'Orléans. De par sa localisation sur la grand'route de Paris à Toulouse, Étampes allait subir en moyenne le passage quotidien de 1000 soldats prussiens ou bavares.

À Étampes ou ailleurs, personne n'imagina pareil désastre. Au printemps 1870, *L'Abeille* n'avait pas cru à l'imminence du conflit, notre armée ayant acquis une réputation d'invincibilité et Bismarck celle d'être un agaçant matamore. Même la déclaration de guerre, le 19 juillet, n'avait pas mis fin à la bonne humeur des journalistes. Certes, les bruits de canon s'étaient rapprochés d'Étampes au début de

septembre, mais entre les départements frontaliers et le sud de la Seine-et-Oise il y avait Paris, la capitale, transformée en imprenable camp retranché. Des réservistes d'Étampes et les recrues des classes 69 et 70 s'y présentèrent le 16 du même mois, avec une sereine confiance. De leur côté, les braves « territoriaux » du bataillon de gardes mobiles d'Étampes rassuraient leurs concitoyens par une présence visible, même sans armes et sans uniformes... Ils furent eux aussi surpris par l'arrivée des Prussiens.

Tandis que les réservistes et recrues d'Étampes se retrouvaient pris au piège dans Paris assiégée, leurs familles restées au pays furent contraintes d'héberger l'occupant pendant l'hiver. Ainsi, de 500 à 1000 soldats ennemis bénéficièrent chaque jour d'un billet de logement, les officiers à Notre-Dame et Saint-Basile, les hommes à Saint-Pierre, aux abattoirs et à la gare, sans compter la garnison régulière de plusieurs centaines d'étapiers, fantassins bavarois remplacés dans les six dernières semaines par la Landwehr prussienne... À en croire *L'Abeille*, le comportement de ces hôtes imprévus, par ailleurs qualifiés de « bons bougres », ne prêta pas le flanc à la critique, si l'on excepte quelques cas de chapardage d'autant mieux connus qu'ils sont demeurés rares. Autant, du reste, que les actes de résistance dont le plus notable fut celui d'un sabotage de ligne téléphonique,

incident qui valut au maire Brunard et à ses adjoints une convocation et un séjour peu agréable dans une chambre cellulaire à Orléans. Plus que cette humiliante punition infligée aux élus, c'est l'imposition complémentaire d'une amende collective de 20 000 F qui irrita profondément les Étampois.

Bien que ressenti avec aigreur, cet évènement ne provoqua ni fièvre patriotique ni autres velléités de résistance. Face aux réquisitions allemandes et au coût non négligeable du ravitaillement des soldats ennemis cantonnés ou de passage, face aussi au désastre militaire sans précédent connu par la France, la population étampoise considéra qu'elle n'avait d'autre choix que d'attendre des jours meilleurs et de sauver ce qui pouvait l'être. Ce refus de l'aventurisme sous toutes ses formes, cette attente aussi d'une éclaircie provoquée par d'autres (attente qui tient du fil conducteur dans la sociologie étampoise du XIXe siècle) poussa la majorité des habitants à se reconnaître dans l'esprit réputé conciliant d'Adolphe Thiers.

Le bilan de la guerre franco-prussienne fut, du reste, jugé différemment selon les strates de la société étampoise. Agriculteurs et maraîchers en gardèrent un souvenir amer : ils en avaient été les victimes principales, du fait de la perturbation de leur travail, des rapines, des circuits de commercialisation interrompus. Le chômage né des

événements éprouva également la population ouvrière, le nombre de nécessiteux augmenta et il fallut imaginer des travaux de charité. En revanche, les élites locales et plus généralement la moyenne bourgeoisie n'eurent pas à souffrir beaucoup de la présence allemande, sauf bien sûr en raison de la promiscuité induite par les billets de logement. L'autorité occupante ne perçut l'impôt de guerre qu'à hauteur de 20 % de la somme initialement exigée, et le sous-préfet garantit aux rentiers le versement des revenus liés à leurs titres et obligations. De plus, le traitement des agents de la commune, comme celui des salariés de l'État et du département de Seine-et-Oise, fut maintenu.

Rien d'étonnant alors si la signature des préliminaires de paix avec l'Allemagne, le 26 février 1871, fut saluée par *L'Abeille*. Dans son numéro du 7 mars, le journal adopta un ton de résignation lucide. Il disait se refuser à toute réflexion sur les tenants et aboutissants de cet accord de paix *« aussi désastreux qu'inévitable »*. Le bilan de la défaite était, sans aucun doute, très lourd : l'Alsace avait été abandonnée, Metz perdue, la Lorraine entamée, *« et avec cela une rançon de 5 milliards payables en 3 ans, pendant lesquels une partie notable de notre territoire restera occupée par les troupes allemandes, voici les conditions de l'ultimatum que la France a été obligée d'accepter »*. Comment, dans ces conditions, préparer l'avenir immédiat ?

En refusant de suivre ceux qui prônaient la suite de la guerre et le désordre social. Il fallait soutenir l'assemblée de Bordeaux, l'Assemblée nationale élue le 8 février 1871, *« dont la prompte ratification du traité a [...] abrégé de beaucoup l'épreuve qu'avait à supporter la population parisienne [...] Ajoutons, en finissant, que dans quelques jours le sud de la Seine sera évacué par les troupes allemandes, et que par conséquent notre pays en sera débarrassé après une trop longue occupation de près de 6 mois »*.

Dans ce numéro, il n'était pas question d'insulter les Prussiens. Le rédacteur Frédéric Béchard s'efforçait au contraire de montrer combien ce vocable avait pu recouvrir de fort diverses réalités. Bref, il aurait existé de bons Allemands et d'autres, plus inquiétants. Les Bavarois appartenaient indiscutablement à la première catégorie : *« Tous ces princes de la famille royale de Bavière sont des poètes et des artistes. Le vieux roi Louis en est resté le type spirituel et charmant »*. Mais *« la Bavière et toute l'Allemagne du Sud sont menacées dans leur indépendance »* par la Prusse, rêvant d'achever bientôt l'unité allemande.

*L'Abeille* du 11 mars conservait un ton mesuré à l'encontre des Prussiens, même pour dénoncer *« les soldats de M. de Bismarck qui ont si peu ménagé les propriétés privées des Français »*. Ce n'est pas l'Allemand en tant que tel que le journal entreprenait de flétrir, mais les réquisitions, amendes et fournitures exigées par lui dans le canton d'Étampes.

Pacifiste à cet égard, l'hebdomadaire ne souhaitait pas non plus ménager les bataillons de la Garde nationale française, accusés d'« *agitation intempestive* ».

Plutôt qu'à l'occupant – dont les jours de présence à Étampes allaient bientôt cesser – *L'Abeille* préférait réserver ses diatribes à l'ennemi « de l'intérieur », aux fauteurs de troubles, aux socialistes, à tous ceux qui semble-t-il entendaient menacer l'ordre politique incarné par l'Assemblée nationale de Bordeaux. Deux articles publiés dans le même numéro du 11 mars 1871 sont révélateurs de cet état d'esprit.

Voici un extrait de la *Chronique étampoise* tenue ce jour-là par Charles Augas, et traitant des Prussiens sur le départ : « *Enfin, nous allons être débarrassés des casques à pointe et des hommes qui sont dessous. Non pas, au fond, que ces hommes soient très désagréables depuis quelque temps, mais enfin, cela nous offusque de les voir commander chez nous. [...] À l'occasion du retour des mobiles d'Étampes qui a eu lieu mardi, et du passage de ceux du Loiret, il y a eu un peu de tirage [avec les Allemands] ; nous ne chercherons pas ici à qui la faute, il est probable que les uns et les autres ont quelque chose sur la conscience. [...] Notre cité a été épargnée jusqu'à présent, on doit le reconnaître* ».

Le ton employé dans le second article était autrement plus vindicatif. Il évoquait des mouvements sociaux à Paris, lesquels conduiront une semaine plus tard, le 18 mars, au

soulèvement dont naîtra la Commune. Son rédacteur, Henri de La Bigne, se réjouissait que le drapeau rouge des contestataires ait été descendu de la colonne de la Bastille, par ordre du ministre de la Marine. La suite de son article reprenait les propos du *Figaro*, flétrissant « *cette sale guenille, cet ignoble chiffon – emblème du meurtre, symbole du désordre et de l'anarchie [...] qui veut dire : la suprématie de la plèbe, le despotisme de la fripouille, et la tyrannie de la racaille* ».

Nous savons que l'insurrection communarde de Paris durera un peu plus de deux mois et sera brisée lors de la Semaine sanglante du 21 au 28 mai. Sous les applaudissements de *L'Abeille* qui, pour l'occasion, bien évidemment et encore une fois, ne souhaita pas traiter Communards et Prussiens avec une égale détestation dans son numéro du 3 juin : « *Alors que la Commune de Paris tombe dans le sang et dans les ruines accumulées par ses tristes partisans, notre ville a conservé sa tranquillité ordinaire* ». Et l'éditorialiste de citer un extrait du *Français* sur le feu mis aux Tuileries par les Communards, « *ce que les Prussiens n'auraient pas fait* ». Suivait un article du lieutenant-colonel Charras, admiratif à l'égard de la réforme militaire introduite par la Prusse... au moment des guerres napoléoniennes, en février-mars 1813 ; réforme qui avait mobilisé l'ensemble de la population : « *Pour moi, je le dis sans détour, si ma patrie devait subir encore une fois le choc d'une invasion, je lui souhaiterais un gouvernement capable de signer*



[comme celui de Prusse en 1813] *cet édit sur le Landsturm, et des citoyens capables de l'exécuter* ».

Dès le départ des Prussiens, une souscription fut lancée en vue d'ériger un monument commémoratif dans le cimetière Notre-Dame, à l'emplacement où reposaient les soldats français décédés dans la ville pendant les heures sombres des récents combats. Son inauguration eut lieu le 11 août 1872. Si l'on excepte cet hommage local, commenté dans ses colonnes, *L'Abeille* n'aborda qu'avec parcimonie la politique étrangère. À la lecture de l'hebdomadaire, il est aisé de comprendre que la population étampoise cherchait surtout à surmonter le traumatisme de « l'année terrible ». Elle n'était pas la seule, du reste : l'orgueil national avait été brisé par la défaite, et la France cultivait le vague à l'âme. Que restait-il de sa puissance ? Pourrait-elle renaître un jour ? Cette perspective semblait encore lointaine, et dans l'incertitude du lendemain il fallait pleurer nos morts et se souvenir de leur sacrifice. Parfois, un journaliste laissait échapper quelques mots sur le triste mais nécessaire devoir du conscrit en ce temps présent où nous n'étions plus guettés par un péril imminent ; parfois encore, il donnait au lecteur étampoïse quelques nouvelles d'un village d'Alsace soumis aux tracasseries du nouveau maître germanique. Le 29 mars 1873 parut un court article sur le *Tirage au sort*, dont

on sait qu'il était souvent contesté par le malheureux conscrit ainsi désigné, lequel « *ne comprend pas assez que la défense de la patrie demande un apprentissage* ». Mais le journaliste se voulait compréhensif : « *que l'on ne vienne pas me dire [que les tirés au sort] doivent être soutenus par leurs sentiments patriotiques : le patriotisme consiste à braver l'ennemi, et non à aimer la vie de caserne ; à protéger les frontières de son pays, et non à monter la garde à la porte de son colonel* ».

Dans les mois suivant la fin de la guerre et encore en 1873, *L'Abeille* n'adopta ni ton revanchard, ni parti-pris cocardier. Quand il s'agissait des Allemands – sujet rarement traité –, les propos furent toujours mesurés. Le 3 août 1872, il était question d'un fait divers, d'une rixe entre soldats saxons et habitants alsaciens du village de Scherwiller, pour une histoire de danse au moment de la fête patronale. Avec une remarquable prudence, le rédacteur observa que « *l'enquête ouverte paraît avoir donné tort aux militaires, bien que plusieurs d'entre eux aient été fort grièvement blessés dans la bagarre* ». Encore s'agissait-il d'un simple incident de samedi soir, comme il pût y en avoir dans chaque village. Assez remarquable fut le refus obstiné du journal de contribuer, en ces années, d'une manière ou d'une autre à jeter de l'huile sur le feu dès lors qu'il était question de relations franco-allemandes. Pour *L'Abeille*, le silence était d'or. Ses colonnes ne firent aucun écho à des événements pourtant notables,

tels que les accords du 29 juin 1872 et du 15 mars 1873 entre les deux pays, sur le paiement de l'indemnité de guerre. Fut également « oubliée » la loi militaire du 27 juillet 1872, sur le service militaire de cinq ans. Même les pages d'histoire locale demandaient à être abordées avec retenue. La publication des listes de souscripteurs pour le monument commémoratif – la 13<sup>e</sup> de ces listes parut en première page du numéro 28 du 13 juillet 1872 – ne donna lieu à aucune diatribe antiprussienne. Ce fut encore le cas pour un article qui signalait, le 15 mars 1873, la publication du dernier livre du chartiste Gustave Desjardins, et dont le titre était *Tableau de la guerre des Allemands dans le département de Seine-et-Oise, 1870-1871*. On pourra juger de la sobriété du commentaire laissé en cette occurrence par le journaliste, lequel estimait que ce travail reposant sur le dépouillement d'archives « *montre avec la plus exacte vérité Messieurs les Allemands pendant l'invasion de 1870-1871. Cette lecture porte avec elle un enseignement précieux pour un cœur sincèrement et vraiment français* ». On se souvient d'une *Abeille* autrement plus hargneuse au moment de la Commune... Non sans un humour involontaire, le numéro précédent du 8 mars 1873 crut d'ailleurs bon d'ouvrir sa deuxième page sur une enquête à propos de « Nos amis et nos ennemis ». Ambitionnait-on de faire référence, pour les seconds, aux sujets du kaiser Guillaume 1<sup>er</sup>? Pas du tout :

l'article traitait des oiseaux utiles et des nuisibles, sans aucun message sibyllin !

Pour bien comprendre à quel point la soudaineté et la complétude de la défaite française de 1870 anesthésièrent durablement toute démonstration virile des journalistes locaux, il faut souligner que des voix discordantes et revanchardes n'auraient pas eu alors d'audience dans la population étampoise et surtout dans les milieux dirigeants, dont l'esprit était presque unanimement « versaillais ». Comme étaient, au demeurant, pacifistes les aspirations de la très grande majorité des Français, pour qui une nouvelle aventure militaire ou diplomatique aurait tragiquement nui à l'indispensable participation de chacun aux efforts de réorganisation du pays. Au début de 1873, la politique d'Adolphe Thiers consistant à payer par anticipation la totalité de l'indemnité de guerre, en échange de l'évacuation de la France par les Allemands, plusieurs mois avant le terme prévu, avait été accueillie avec soulagement par les populations, malgré le fait que l'Assemblée nationale se soit débarrassée dès le 24 mai 1873 de celui qui avait négocié avec le vainqueur...

## Le spectre d'une France isolée

La chute de Thiers et l'élection, ce même 24 mai 1873, de Mac-Mahon à la présidence de la République inquiétèrent Bismarck, mais le chancelier du Reich tint son engagement de faire quitter à ses dernières troupes le sol de France d'ici le 15 septembre. Dans les années qui suivirent, toute son attention fut tournée vers le but d'isoler Paris sur la scène diplomatique européenne. Raymond Poidevin et Jacques Bariéty, auteurs d'une remarquable étude sur *Les relations franco-allemandes*, parue chez Armand Colin en 1977, racontent comment le chancelier s'employa dès lors à faire le vide autour de la France, en rassemblant les puissances continentales dans un réseau d'ententes tissées par Berlin, attendu que Paris n'aurait pu s'engager sans alliés dans une guerre de revanche contre l'Allemagne. À la fin de l'année 1874, sa politique enregistrait plusieurs succès notables, une série de conventions liant désormais la Russie, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie. Une nouvelle étape fut franchie le 18 juin 1881, avec la signature de la convention dite Alliance des Trois Empereurs, conclue pour trois ans entre les souverains d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Russie. L'idée de ses

promoteurs était aussi de renforcer la solidarité des monarchies face au danger républicain incarné par la France. En moins de dix ans, cette dernière semblait plus isolée que jamais, sur le continent mais aussi en Méditerranée, où les ambitions italiennes venaient se mesurer aux siennes.

Fidèle à une tradition observée depuis 1871, *L'Abeille* avait prudemment gardé le silence sur ces événements. Ses numéros de juin, juillet et août 1881 ne consacrèrent même pas un entrefilet à l'Alliance des Trois Empereurs. L'attention des journalistes était entièrement tournée vers la Tunisie, d'où ne tarderait pas à rentrer un corps expéditionnaire français, et vers l'Algérie, frappée par un mouvement insurrectionnel se développant depuis son midi. Ces terres du sud de la Méditerranée ne devaient en aucun cas échapper à l'influence ou à l'emprise française. Or, la place toujours plus importante que leur destinée allait occuper en première page de l'hebdomadaire étampois révèle une double prise de conscience : elle sanctionnait d'abord le constat, certes refoulé grâce à la politique éditoriale du silence, d'une France esseulée et ne pouvant plus faire la

« une » en Europe ; elle témoignait aussi d'une aspiration à jouer de nouveau les grandes puissances, mais sur d'autres continents, par le biais de la politique coloniale. Ce que nous pourrions résumer par la formule suivante : à défaut de pouvoir reprendre l'Alsace et la Lorraine, prenons pied en Afrique et en Asie. L'éditorialiste Henri Percher devait par ailleurs justifier ce changement de cap dans *L'Abeille* du 27 juillet 1881, par les mots suivants, que son époque n'aurait su condamner : « *L'Arabe n'admire que la force et n'est sensible qu'à ses coups. La persuasion ne lui inspire que l'idée de fourber et de trahir. Il faut, le cas échéant, tuer le loup pour n'être pas tué par lui. [...] Laissons cette humanitarerie qui nous a trop souvent mis dans l'embarras* ».

Percher, encore lui, devait ironiser le 24 juin 1882 sur l'inaptitude des Allemands à emboîter le pas aux Français dans leurs succès coloniaux. Ainsi, car c'est bien de cela qu'il fallait persuader le lecteur, Paris aurait finalement obtenu sa revanche sur Berlin : « *Les journaux allemands ne sont pas contents de leur Reichstag qui a récemment refusé de voter un crédit pour la création d'une station navale en Océanie. En regard de l'apathie coloniale des buveurs de bière, les reptiles de M. de Bismarck montrent l'activité de la France. Cette France envahit tout. Elle colonise l'Algérie, elle civilise la Tunisie, elle organise l'Égypte, elle trace des chemins de fer au Sénégal et s'établit solidement au Tonkin ; enfin, dans cette Océanie où les bons Allemands n'ont pas encore introduit leur nez tudesque, la France maudite s'empare en tapinois de la*

*Nouvelle-Guinée. N'y a-t-il pas là de quoi faire saigner le cœur d'un bourgeois de Magdebourg ?* » Et Percher de féliciter le gouvernement français de rivaliser sur le terrain colonial « *avec notre modèle en même temps que notre éternelle rivale : l'Angleterre* ».

Pour un peu, à lire l'éditorialiste de *L'Abeille*, on aurait pu croire que le Reich avait bien perdu de sa superbe depuis dix ans. Et mieux encore, qu'il ne représentait plus aucun danger pour la France. Dans le journal du 27 mai 1882, son confrère Charles Leroux semble avoir partagé cette absence de préventions. Son article évoquant une information parue dans la *Gazette militaire de Berlin*, sur l'invention à Kiel « *d'un nouvel engin de guerre sous-marin pour la défense des ports en temps de guerre* », abdiquait tout propos alarmiste, préférant évoquer les supposés détails techniques de l'engin, tout en avouant sa frustration de les savoir tenus secrets.

Dans sa tentative de flétrir la virilité allemande, Henri Percher ira encore plus loin dans son éditorial du 14 juillet 1882. Notons cette date, dont la charge symbolique n'a pu échapper au lecteur. Sous couvert de critiquer la place du sport dans les programmes scolaires, le rédacteur en chef mettait violemment en cause une certaine justification du militarisme, associée au sentiment selon lui fallacieux qu'il aurait fallu copier les Allemands, supposés être en la matière les modèles à suivre : « *Le militarisme passe, chez nous, à l'état de manie. Des gens, d'autant plus belliqueux qu'ils ont approché de moins*

*près l'atmosphère belliqueuse des champs de bataille, ont entrepris de nous convertir au culte de la force. L'amour, non du patriotisme (qui est autre chose), mais des exercices militaires, devient à leurs yeux une condition nécessaire du bon républicanisme. De Moltke est Dieu et Krupp est son prophète. On ne trouvait pas les petits Français assez émasculés par la sottise discipline des lycées, on va les organiser encore en bataillons scolaires, prendre sur les jeux déjà trop restreints et sur leurs études intellectuelles trop superficielles, pour leur inculquer, dans les bras et dans les jambes, l'habitude des mouvements mécaniques. On avait, à mainte reprise, témoigné le désir de modifier l'organisation des lycées, où le pion tient une place aussi fâcheuse que considérable. On étend aujourd'hui ce système compressif des intelligences à toutes les écoles. Eh bien, dussé-je être traité par les imbéciles de mauvais républicain et de mauvais patriote, je refuse mon admiration à cette instruction du sergent dans les programmes d'instruction. [...] Le sentiment qui a dicté la création des bataillons scolaires me semble dériver de l'amour du panache bien plus que du patriotisme. [...] Aujourd'hui l'art de la guerre est devenu une chose mécanique, indépendante de la bravoure individuelle ; nous ne serons jamais et nous ne pouvons être sur ce terrain, les rivaux heureux des Allemands qui sont, eux, par nature, admirablement constitués pour se métamorphoser en vaste machine guerrière. Nous ne sommes pas une puissance disciplinable. Notre terrain véritable, à nous, c'est le domaine intellectuel, c'est là où nous devons porter la lutte. [...] Athènes, l'efféminée, a fini par absorber la rude Sparte [...]. Que ce grand exemple serve de leçon aux ignorants qui placent uniquement l'avenir de la France dans un militarisme*

*outrancier qui nous ruine et ne saurait nous donner l'assurance d'une victoire définitive ».*

En opposant la France « intellectuelle » à l'Allemagne « de la machine », l'éditorial de Percher s'avérait judicieux, pouvant donner à la première l'espoir d'une domination nouvelle sur la seconde, si ce n'était que le rédacteur semblât ne pas s'être souvenu que si Athènes l'efféminée avait fini par absorber la rude Sparte, Athènes finit à son tour absorbée par Rome la pragmatique... Le journaliste devait persévérer dans sa réflexion quelques mois plus tard, en dressant le bilan de douze ans d'Alsace allemande. Pour lui, existaient de nombreux signes d'espoir quant à une déliquescence du Reich, à prendre en considération mais sans vouloir mettre le feu aux poudres, eu égard au caractère toujours aléatoire d'une explosion : *« Après douze années de séparation brutale, après tous les procédés mis en œuvre par l'Allemagne (tantôt la force et tantôt la persuasion douceuse), les Alsaciens protestent encore contre leur annexion. [...] Et après 12 années de germanisation sans relâche, après que les employés prussiens ont [sic] fait appel à tous les moyens d'intimidation et de corruption, l'Alsace-Lorraine veut encore rester française. [...] Le jour n'est pas loin, peut-être, de la grande débâcle. Polonais, Danois, Saxons, Alsaciens, tous les vaincus, tous les opprimés attendent l'heure du cataclysme et le moment venu, s'acharneront à le précipiter. Le politique qui jouerait, à l'heure actuelle, sur les destinées de l'Empire allemand serait un bien grand imprudent. Toutefois, cette situation même prescrit à nos*

*politiques une sagesse et une prudence exceptionnelles. Lorsqu'une chose va ainsi naturellement à la dérive, il faut se garder de modifier son cours, car on courrait le risque de la sauver en voulant précipiter sa chute* » (L'Abeille du 23 décembre 1882).

Si le ciel d'orage entre la France et l'Allemagne avait perdu de son pouvoir de fascination entre 1871 et 1881, étant désormais plus volontiers nourri par une rhétorique défensive et routinière que par l'angoisse de réels éclairs, un nouvel adversaire fit son apparition dans les colonnes des hebdomadaires locaux. Ou plutôt sa réapparition, car il s'agissait de l'Anglais, contre qui l'on avait si souvent été en guerre dans notre histoire ancienne et récente. Henri Percher consacra à Londres un premier éditorial le 23 septembre 1882. Six semaines plus tôt, le 2 août, un corps expéditionnaire anglais avait débarqué dans le grand port d'Alexandrie, sous prétexte de ramener l'ordre dans la ville et plus généralement dans le pays, secoué par de violentes émeutes. Le gouvernement du khédive Tawfiq Pacha s'étant révélé incapable de rembourser la dette extérieure de l'Égypte, imputable pour l'essentiel au coût astronomique des travaux de creusement du canal de Suez, il s'ensuivit une mise sous tutelle des principaux ministères égyptiens. La réalité du pouvoir passa ainsi entre les mains du consul général de la reine Victoria : l'Égypte perdait son indépendance... et la France – que son instabilité

ministérielle avait paralysée face aux événements – son influence dans un pays où sa présence remontait à l'expédition de Bonaparte, en 1798.

Conservant toutefois une mince lueur d'espoir, Percher ne pouvait s'empêcher de poser les bonnes questions : « *La fin de la guerre égyptienne est assurément un événement heureux, parce qu'elle est une solution [...], s'il ne fallait prévoir des complications ultérieures. Que fera l'Angleterre ? Veut-elle rétablir le statu quo ou s'attribuer sur l'Égypte un protectorat quelconque ? Et dans ce cas l'Europe permettra-t-elle un changement qui modifierait aussi considérablement l'équilibre oriental ? Puis, que deviendra la neutralité du canal de Suez dans cette affaire ? Autant de graves questions qui empêcheront, sans doute, les affaires de reprendre avec une confiance absolue dans l'avenir* ».

Quatre ans plus tard, le doute fit place à la certitude : l'Angleterre était devenue une implacable rivale de nos intérêts en Méditerranée. *Le Réveil d'Étampes* en partageait le sentiment. Son éditorialiste, Kanappe, laissa libre cours à son inquiétude le 11 septembre 1886, en titrant son article « *La puissance navale de l'Angleterre* ». Pouvait-on encore espérer son aide en cas de conflit entre la France et le Reich ? Pour Kanappe, rien de moins sûr : « [Londres] est obligée de détacher un grand nombre de navires sur tous les points du monde, pour la garde de ses immenses colonies, ce qui affaiblit les forces qu'elle pourrait réunir pour une grande guerre. Il ne faut pas être chauvin, mais patriote, et pour connaître la valeur de notre revolver, il faut le comparer à celui de



*nos voisins. Il résulte naturellement de cette comparaison que nous valons quelque chose, mais que nous n'avons pas à nous arrêter, à nous endormir si nous voulons nous maintenir à un rang respectable ».*

En outre, ardemment républicain, Kanappe ne pouvait apprécier les Anglais pour une seconde raison, étant les « oppresseurs » des Irlandais, thème de son éditorial du 2 octobre 1886. En revanche, les tensions diplomatiques contemporaines entre Paris et Berlin, pourtant réelles en 1885-1887, nourries à la fois par le général Boulanger (arrivé au ministère de la Guerre au début de 1886) et l’Affaire Schnaebelé (du nom d’un commissaire de police français attiré dans un guet-apens en Allemagne, au début d’avril 1887, puis jugé à Leipzig comme espion – ce qu’il était au demeurant), ne firent l’objet de mentions ni dans *L’Abeille*, ni dans *Le Réveil*. Bien que l’Affaire Schnaebelé ait fait les gros titres de la presse parisienne, et que l’inquiétude d’une guerre ait grandi comme jamais depuis 1871, Kanappe préféra traiter, le 9 avril, du projet de révision des lois militaires, sous l’angle du rattachement des troupes de marine à l’armée de terre, et de la formation d’une armée coloniale. Cette dernière initiative, surtout, rencontra son assentiment, attendu « *qu’il faut faire ce que font les Anglais et les Hollandais : avoir une armée spéciale pour garder nos colonies* ».

Son principal confrère du *Réveil*, L. Poussard, fit alors le choix d’enfoncer le clou contre les Anglais dans un article paru quelques semaines plus tard, le 17 septembre 1887, en

prenant pour cible leur politique « coloniale » en Irlande : « *Une fois de plus, le gouvernement conservateur de la reine a méconnu l’indépendance des Irlandais en se souillant du sang de ceux qu’il opprime ; une fois de plus nous vouons le gouvernement anglais à l’exécration de tous les amis de la justice, de la paix et de l’humanité ; une fois encore nous répétons aux peuples de l’Irlande : Peuples, défendez-vous ! Plutôt l’anéantissement que la servitude ! L’indépendance ou la mort !* »

Une telle violence de propos fut refusée à un autre article relatif aux affaires étrangères, publié dans le même numéro du *Réveil*, toujours par Poussard, et consacré non plus aux Anglais mais aux Allemands. Il mérite d’être reproduit en raison de la différenciation qu’il entendait établir entre bons et mauvais sujets du kaiser, selon une opposition qui n’était plus celle du nord et du sud, des Bavarois et des Prussiens, telle qu’elle avait pu être évoquée seize ans plus tôt dans *L’Abeille*, mais d’ordre politique : « *Ce qui se dégage surtout de plus grave à cette heure de la politique européenne, ce sont les progrès du socialisme en Allemagne et la lutte des nationalistes irlandais contre les autocrates anglais. En Allemagne, les socialistes poursuivent courageusement leur campagne d’émancipation sociale contre le gouvernement du vieux Guillaume. [...] Ils s’élèvent avec force contre le septennat militaire et le césarisme allemand, condamnant ainsi la politique oppressive du chancelier de fer. Ils se préparent à tenir un grand congrès auquel sont convoqués tous les amis de la démocratie en*

*Allemagne, et dans lequel ils réclameront au gouvernement de leur pays, une législation du travail en vue de protéger la classe ouvrière, la réduction de la journée de travail à huit heures, la suppression du travail des enfants dans les manufactures, la modification de l'assiette de l'impôt, la liberté civile, la suppression de la police politique, et le débarras du poids pesant du militarisme. Nous ne pouvons, comme républicains, que souhaiter bonne chance, du moins pour la majeure partie de leurs revendications, aux socialistes allemands et leur crier : Courage !»*

Pendant la guerre franco-prussienne, deux députés du Parti social-démocratique des Travailleurs d'Allemagne, Karl Liebknecht et August Bebel, avaient été accusés de haute trahison et condamnés à deux ans de forteresse, pour avoir refusé de voter les crédits militaires devant le Reichstag. Le 9 septembre 1871, les députés socialistes lassalliens membres de l'Internationale avaient, quant à eux, publié une adresse demandant aux députés socialistes du même Reichstag de s'élever contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine, au motif que cette dernière pouvait amener la France à pactiser avec la Russie, dont l'État était jugé le plus obscurantiste d'Europe. Du fait de ces prises de position, un rapprochement entre socialistes français et socialistes d'outre-Rhin semblait donc envisageable dans les années de l'après-guerre, ce qui n'avait pas échappé à Poussard. Notons qu'en juillet 1889, somme toute peu de temps après son article, eut lieu à Paris, à la salle Pétrelle, le congrès de la IIe Internationale, rassemblant les

délégués de 23 pays, dont Bebel et Liebknecht, pour qui l'adversaire commun se nommait « le capital privé ».

Si *Le Réveil* publiait généralement des propos courtois à l'égard des Allemands, surtout socialistes, il ne put taire un tragique fait divers survenu à la fin du mois de septembre 1887, dans la mesure où son malheureux protagoniste était le parent d'un couple de commerçants étampois : « *Un attentat a été commis par un soldat allemand nommé Kauffmann contre des citoyens faisant une partie de chasse près de la frontière allemande, attentat qui a produit une vive et légitime émotion. Un de nos concitoyens nommé Brignon a été tué d'un coup de fusil par un soldat allemand et le sous-officier de Wangen, de l'école de Saumur, a eu la jambe fracassée d'un autre coup de feu. [...] L'enquête ouverte par les autorités françaises a démontré que les coups de fusil ont été tirés du territoire allemand sur les chasseurs se trouvant sur le sol français. Les journaux allemands et les déclarations du coupable tendent à faire croire que les chasseurs ont été pris pour des braconniers, qu'ils avaient franchi la frontière et qu'ils n'auraient pas répondu aux sommations faites par l'auteur du meurtre. Une action diplomatique est engagée entre les deux gouvernements pour établir les responsabilités sur ce déplorable événement et obtenir s'il y a lieu, les réparations dues pour cette violation de territoire et le crime commis. La mort du malheureux Brignon a produit un deuil douloureux dans une honorable famille de notre ville, celle de M. et Mme Glade, tenant un magasin de modes, rue du Perray. La victime des Prussiens était le beau-frère de Mme Glade...* » (*Le Réveil*, 1<sup>er</sup> octobre 1887).



## Le temps de l'espoir retrouvé

Chez nos journalistes étampois, le ton s'était mis à changer dès 1890. La France retrouvait des couleurs et engrangeait les dividendes de sa politique coloniale. La démission de Bismarck apaisait le climat des échanges franco-allemands. Il est vrai que le Reich commençait à perdre un allié de poids : la Russie, qui s'engageait dans une alliance avec la France. Cette dernière avait définitivement brisé l'isolement subi depuis la défaite de 1871. Pour reprendre les termes de Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 147), « il faut [aussi] tenir compte de la nouvelle orientation de la politique extérieure allemande : la Weltpolitik élargit l'influence du Reich, mais sa position sur le continent s'affaiblit, ce qui permet à la France de sortir de son isolement. De plus, on observe un réel affaiblissement de l'idée de revanche en France et, en même temps, le progrès des autonomistes en Alsace-Lorraine. Les ententes financières se multiplient dans le monde, les capitaux français font leur réapparition en Allemagne, les échanges commerciaux progressent malgré un renforcement des pratiques protectionnistes. Ce nouveau climat permet à la détente de se manifester ; il rend possible quelques ouvertures destinées à déboucher sur des accords limités ».

Sans entrer dans le détail des péripéties diplomatiques à partir de 1890, il faut garder à l'esprit que la Triple Alliance de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, née en 1882 et renouvelée dans le sens d'un pacte offensif en 1887, souffrit dès 1898 de la défection plus ou moins avouée du partenaire italien. Dix ans plus tôt, Paris s'était fermée à la rente italienne pour des motifs politiques – les deux pays étant rivaux en Méditerranée – et lui avait refusé son concours pour toute émission, poussant ainsi le marché de Berlin à s'en saisir, sans joie excessive, les banquiers allemands ayant toujours eu des sentiments mitigés pour les placements financiers de la péninsule. Mais la Banque Rotschild, qui relayait en France les intérêts italiens, avait respecté le veto du gouvernement de Paris, et s'était déclarée prête à patienter jusqu'au jour incertain où l'Italie se détacherait du Reich. Cette perspective se réalisa enfin en 1898.

Fidèle à sa ligne républicaine et progressiste, *Le Réveil* observa le rapprochement franco-italien avec une certaine méfiance, essentiellement en raison de la politique intérieure des souverains de la Maison de Savoie, ainsi dans le numéro du 14 mai 1898 : « Tandis qu'en France l'attention publique était

*accaparée par la lutte électorale, de graves évènements se produisaient en Italie. Sous l'impulsion de la misère qui les étreint, les populations se soulevaient sur divers points. Partout ces émeutes étaient réprimées par la force armée, non sans que de malheureuses victimes succombassent. [...] L'ordre est ou sera rétabli, ce n'est pas douteux, mais le gouvernement italien peut mesurer l'étendue de la faute qu'il a commise en consacrant à des armements inutiles, à des expéditions imprudemment engagées, des ressources qui auraient pu être employées à développer l'activité économique du pays, à atténuer la misère des populations [...]. Cela eût mieux valu sans doute pour l'Italie que de payer d'un tel prix l'avantage discutable de tenir le dernier rang dans la Triple Alliance ».*

L'assassinat de l'impératrice Élisabeth d'Autriche, le 10 septembre 1898, par l'anarchiste italien Luigi Lucheni, trouva également un écho dans *Le Réveil*, avec un commentaire assez peu amène pour nos voisins du sud, alors que le deuil frappant les Habsbourg suscitait dans les colonnes de ce journal pourtant volontiers républicain de sincères mots de sympathie : « *Les Italiens ne remontent pas beaucoup dans l'estime publique à propos de ce nouveau crime. C'est encore un de leurs compatriotes qui vient d'assassiner [comme pour l'Espagnol Canovas de Castillo et le président français Carnot]. Cependant il n'est pas douteux que c'est à la doctrine et à l'organisation anarchiques, et non à une odieuse particularité de race, que la responsabilité de ces crimes doit remonter. [...] De tous côtés les sympathies vont à cette impératrice romanesque, belle et charitable dont*

*la destinée n'a été qu'une douloureuse suite d'infortunes, de désillusions, de malheurs, qui se termine tragiquement. Elles vont aussi à l'empereur François-Joseph que le sort accable vraiment depuis cinquante années d'une façon si dure et si imméritée » (Le Réveil, 17 septembre 1898).*

En fin d'année, *Le Réveil* ouvrit plus largement ses colonnes au rapprochement commercial de Paris et de Rome. De méfiant, le point de vue des journalistes devait enfin évoluer vers un certain sentiment de satisfaction, dont nous pouvons suivre les étapes. Le 26 novembre, il était simplement question d'une « *nouvelle qui sera fort bien accueillie dans le monde commercial et industriel, si elle se confirme : il paraît que le gouvernement français et le gouvernement italien se sont mis d'accord pour la conclusion d'un traité de commerce entre la France et l'Italie. Ce traité sera signé cette semaine. [...] Espérons que cette convention est à notre avantage. [...] En Italie, l'accueil est en général favorable et sympathique* ». Le 3 décembre, une fois connu le détail de la convention, la suspicion clairement exprimée avait repris le dessus : « *[Ce traité] met fin à cet état d'hostilité qui existait depuis la guerre, et dont souffraient les deux pays [...]. [Mais] ce nouveau traité de paix est tout à l'avantage de nos anciens amis. Le marché financier de Paris leur était fermé, et celui de Berlin, refusait déjà depuis plusieurs mois de s'occuper des valeurs italiennes, dont le public allemand était saturé. La France va rouvrir ses caisses et l'Italie, qui fait toujours partie de la Triplique, retrouvera encore chez nous l'argent qui lui est indispensable pour procéder à ses armements. [...] Est-ce*

*donc toujours nous qui fournissons des armes à nos ennemis ?* » Ce n'est qu'avec l'éditorial d'E.H. Moguer paru le 10 décembre, que la signature de la Convention franco-italienne fut considérée selon un angle favorable, au risque de déconcerter un lectorat échaudé par les articles précédents : « *Elle met fin à une guerre de tarifs dont souffraient également les deux peuples et de la façon la plus heureuse pour nous, puisque les concessions que nous faisons en retour de celles qui nous sont accordées ne lèsent aucun de nos intérêts. [...] Le gouvernement italien a montré son indépendance en se portant du côté de l'ancien concert européen et en se détachant de l'Allemagne et de l'Autriche [...]* ». Car c'est bien ce dernier aspect du traité dont il fallait retenir l'importance, ainsi que le comprirent les députés français, en approuvant la Convention franco-italienne par 431 voix contre 45 (*Le Réveil* du 31 décembre).

Outre par le rapprochement des deux sœurs latines, l'année 1898 fut encore fertile d'un second point de vue : elle permit à la Russie et à la France de faire fructifier une amitié nouvelle, construite pas à pas depuis la convention militaire du 18 août 1892. Dès 1888 et la chute de Bismarck, le tzar ainsi que son gouvernement s'étaient éloignés de Berlin, et avaient encouragé le placement d'emprunts russes à Paris. Il est vrai qu'au-delà des différences très fortes entre les institutions politiques qu'ils incarnaient, souverains Romanov et présidents de la République française se découvrirent un

but identique : rompre l'isolement qui menaçait leurs nations respectives. Les clauses de l'accord signé en 1892 garantissaient à la France, dans le cas d'une attaque par l'Allemagne ou par l'Italie soutenue par l'Allemagne, l'assistance de 800 000 soldats de tzar ; en échange, la France s'était engagée à venir en aide à la Russie avec 1 300 000 hommes, si cette dernière devait être agressée par l'Allemagne ou par l'Autriche-Hongrie soutenue par l'Allemagne. Par conséquent, les deux États situés aux confins occidentaux et orientaux de l'Europe s'étaient donné la main par-dessus les empires centraux, mais selon une logique encore défensive. Bientôt connues des tierces nations, les clauses de la convention avaient permis à la France de s'affranchir de vingt ans de vaches maigres dans le concert des nations « civilisées ».

Cet avantage de l'amitié franco-russe fut méthodiquement exploité par ses acteurs tout au long de l'année 1898, au grand dam de Berlin dont le grand état-major craignait à présent (et fort justement) de devoir combattre sur deux fronts en cas de future guerre générale sur le continent. La presse locale étampoise en fit ses gros titres, en se félicitant que la France sortait enfin la tête haute de l'isolement qui lui avait été imposé depuis 1871. Dès le 8 janvier 1898, la chronique du *Réveil* affichait le sourire, en expliquant que « *le tzar, avec une courtoisie exquise, a salué, dès le seuil de l'année commençante, la "France amie" et cette attestation nouvelle de l'alliance*

*conclue a sans doute une signification spéciale au moment où quelques-uns s'évertuent à répéter [...] qu'il y a entre les deux puissances du Nord [Russie et Allemagne] une entente spéciale conclue en dehors et au détriment de la France. Le salut envoyé spontanément par le tzar au président de la République française est une nouvelle affirmation de l'étroite solidarité qui unit les deux nations et de la communauté de leurs intérêts [...] ; si de mauvais patriotes ont espéré que nous serions trahis au profit de l'Allemagne ils en seront pour leur courte honte et si l'Angleterre a prêté à la Russie une politique carthaginoise dont elle se préparait à tirer profit, elle s'apercevra bientôt qu'elle a été victime d'un simple mirage ».*

Bien que très éloigné des principes de l'autocratie russe par sa ligne éditoriale et ses opinions républicaines, *Le Réveil* avait fait la part des choses et choisi de privilégier sans retenue les intérêts diplomatiques de la France. Il en donna la preuve tout au long de l'année, en soutenant la politique extérieure des tzars dans les contrées balkaniques et danubiennes, quitte à écorner la notion républicaine de libre détermination des peuples... Dans son numéro du 29 juillet, le journal plébiscitait par exemple la subordination de la principauté de Bulgarie à la Russie, marquée notamment par la renonciation du jeune prince-héritier, Ferdinand, « à l'Église catholique pour lui faire embrasser la religion grecque » : « ainsi, la sécurité de la Bulgarie et du gouvernement du prince Ferdinand, placée désormais sous la protection de la Russie, en même temps que sous la

*suzeraineté du sultan, est assurée. [...] Elle échappe désormais d'une manière complète à l'hégémonie de la Triple Alliance ».*

Ayant salué la lune de miel franco-russe, encore fallait-il que *Le Réveil* puisse en concilier les vicissitudes avec l'autre grande cause défendue par ses journalistes : celles des succès coloniaux de la France, garantis par la puissance renaissante de ses forces armées. Or, pour l'éditorialiste E.H. Moguez, le tzar semblait parfois ne pas épouser suffisamment les vues nationalistes de son nouveau partenaire européen : « [Jusqu'à ce jour, le tzar] était apparu à nos yeux comme le souverain d'un grand empire qui avait voulu sauvegarder ses intérêts en les solidarissant avec ceux de la République française. [Mais la Russie venait de proposer la réduction des] armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations. [...] La Russie peut en toute sécurité demander le désarmement partiel, son armée, sur le pied de guerre, dépasse l'effectif des armées allemande, autrichienne et italienne réunies ». [Plus grave encore, l'autre bénéficiaire de cette proposition serait l'Angleterre, notre rivale], *oui, l'Angleterre, maîtresse du Nil, de ses sources à ses embouchures, l'Angleterre maîtresse du Cap à Alexandrie, n'est-ce pas la compensation de la Russie maîtresse des bords de la Baltique à Vladivostock et à Port-Arthur ? [...] L'Allemagne a-t-elle quelque chose à perdre au désarmement partiel ? Est-ce que cela l'empêchera d'attirer de plus en plus dans son orbite les provinces allemandes de l'Autriche en décomposition [...] ? Est-ce que cela l'empêchera de préparer sa mainmise définitive sur la Hollande et la Belgique par l'infiltration continue de ses nationaux dans ces deux*

*pays ? Est-ce qu'elle ne pourra pas achever de développer son industrie et son commerce et de prendre possession de tous les marchés du monde grâce aux bas prix de ses produits ? [...] Et nous, quelle figure faisons-nous auprès de ces colosses, vis-à-vis de la Russie, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des États-Unis ? Nous sommes à la veille d'être dépossédés du protectorat que nous exerçons sur les chrétiens du Levant et de l'Extrême-Orient. Où sont nos grandes entreprises ? Nous avons des colonies isolées, séparées, dont nous n'avons pas encore réussi à faire un tout homogène, un véritable empire colonial ; nous n'allons pas encore d'Alger à Djibouti, nous n'arrivons pas à mettre en valeur notre domaine colonial, nous nous réfugions dans le protectionnisme, parce que nous n'avons plus l'énergie nécessaire pour damer le pion à nos concurrents, nous ne faisons plus d'enfants, nous adorons plus que jamais le Dieu-État, l'État-Providence. Dans dix ans, dans vingt ans, que représenterons-nous dans le monde ? Le désarmement, si l'on ne commence pas par nous restituer l'Alsace et la Lorraine, serait une véritable duperie pour la France. [...] Or il est clair qu'il n'en est pas question, [...] l'Allemagne gardant l'Alsace, l'Angleterre s'installant en Égypte. Renoncer définitivement à l'une et perdre définitivement l'autre, ce serait notre mort [...]. Que le tzar se soit toujours refusé à nous donner un coup de main pour reprendre l'Alsace-Lorraine, nous le savions du reste [...] » (Le Réveil du 8 septembre 1898).*

Dans ses trois colonnes à la « une », Moguez ne faisait que traduire les inquiétudes du gouvernement français. Ce qui ne put échapper au tzar, lequel précisa bientôt que la question de l'Alsace-Lorraine devait « constituer la base

*fondamentale de la conférence internationale proposée » (Le Réveil du 10 septembre 1898).*

Le nationalisme ayant tenu lieu de fil conducteur aux journalistes du *Réveil* en charge des éditoriaux et rubriques de politique étrangère, ne pouvait se concevoir sans désignation d'adversaires ou d'ennemis. À ce titre, le premier restait l'Allemand, mais en quelque sorte par éclipses. Sur l'année 1898, dont nous avons vu l'importance pour les nouvelles amitiés italiennes et russes de la France, le Reich était peu mentionné et encore moins vilipendé, sauf en de rares occasions, que nous allons détailler. La question de l'Alsace-Lorraine avait perdu de son acuité, et pas seulement dans la presse étampoise. Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 150-152) ont établi que le courant protestataire s'affaiblissait alors y compris dans ces provinces annexées. D'abord en raison de facteurs économiques : le Reichsland d'Alsace-Lorraine avait profité depuis 1890 de l'expansion industrielle et commerciale de l'Allemagne ; industrie cotonnière et sidérurgie, notamment, garantissaient la prospérité des villes. Mais ce n'est pas tout : « Des facteurs psychologiques, démographiques, sociaux ont joué. Vingt, trente ans, après l'annexion arrive aux urnes une nouvelle génération formée par des maîtres d'école allemands et dont les hommes ont fait leur service militaire presque toujours dans des garnisons de la vieille Allemagne. Ces nouveaux citoyens peuvent voyager en France, mais le plus grand nombre ne la connaît



plus qu'au travers des souvenirs et des traditions transmises par les « anciens », suspects de complaisances exagérées. Ils vivent dans les villes au contact des familles vieilles-allemandes venues s'établir dans le Reichsland ; ils s'y intègrent parfois par des mariages, surtout après 1895 [...]. Dès 1890, les Allemands constituent 40 % de la population de Strasbourg, plus de la moitié de celle de Metz. Les Alsaciens-Lorrains, jeunes et vieux, sont de plus en plus déçus par la France. D'abord parce que l'idée de revanche s'est beaucoup assoupie outre-Vosges. Aux excès des protectionnistes français, s'ajoute une politique anticléricale qui irrite vivement le clergé, jusque-là l'âme de la protestation. [...] Naturellement, les autorités allemandes ne manquent pas d'exploiter la faille qui s'élargit entre la France et l'Alsace-Lorraine en accordant une série de concessions. [...] Ainsi l'Alsace-Lorraine, qui affirme sa personnalité, qui veut son autonomie au sein du Reich, semble se détacher de la France, alors qu'au même moment l'opinion française ne manifeste plus le même intérêt pour les provinces perdues. Dans la dernière décennie du siècle, l'Alsace-Lorraine ne fait plus recette dans la littérature française : aucun livre sur les provinces annexées n'est vraiment populaire. [...] Presque personne en France ne conseille de faire la guerre pour hâter le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie. On attend une revanche sans

guerre ; l'Alsace-Lorraine pourra un jour redevenir française en vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Si l'on excepte l'article du *Réveil* mentionnant l'Alsace-Lorraine dans le contexte de la proposition de désarmement du tzar, les régions annexées ont effectivement été oubliées par les journalistes locaux en 1898, ainsi que l'Allemagne, réduite à de simples entrefilets. Comme le 8 septembre, à propos de plus de 8000 mendiants qui auraient été arrêtés à Berlin, « *pauvres diables âgés pour la plupart de 20 à 40 ans* », avec parmi eux de nombreux commerçants, pharmaciens, ingénieurs, professeurs et femmes écrivains... L'intention du rédacteur demeure aisément perceptible : discréditer la prospérité économique allemande.

Un évènement, toutefois, a pu raviver la passion et les mauvais souvenirs. *Le Réveil* du 6 août 1898 annonçait la mort d'Otto von Bismarck, survenue le 30 juillet. Heureux de cette nouvelle, le journaliste étampoïsaluait en première page la disparition du « *plus grand criminel du siècle* », mais en regrettant qu'il ne soit pas mort dès 1869... « *Il a souffert les affres d'une agonie terrible. Il eût paru exorbitant qu'il mourût tranquillement. Ses hurlements de douleur ont vengé 300 000 victimes. Il est mort comme un damné.* [...] *Laissons les Prussiens enterrer pompeusement le grand homme qui fonda l'unité de l'Allemagne dans notre sang. Quant à nous, gardons notre haine [...]. Bismarck on le voit n'était pas tendre avec nous. Mais il était encore encouragé dans sa*

*haine par sa femme. Car il est impossible de se montrer plus froidement et plus délibérément cruel que ne se montra cette horrible Prussienne dans les lettres à son mari [... où] elle exprime son désir ardent de voir parachever la destruction de la France et l'extermination de tous ces maudits Gaulois, jusqu'aux petits-enfants* ». Cet article non signé était accompagné d'un second, moins agressif, de Géraud Bastet : « *L'homme qui vient de disparaître nous a fait trop de mal, et par des moyens trop déloyaux, pour que nous puissions le juger sans colère. Laissons donc à la postérité le soin de prononcer le verdict de l'histoire. Nous, les Français, nous ne pouvons qu'exécrer le faussaire qui déclencha la guerre de 1870, le chancelier qui abusa si cruellement de la victoire !* » Et le journaliste de dresser le bilan du chancelier, qu'il estimait paradoxal ; par sa politique de « *compression* », Bismarck aurait « *fait jaillir des crânes durs des Allemands les idées socialistes* » : « *il a réuni, dans un même sentiment de révolte contre l'oppression les éléments jusqu'alors timides et dispersés du socialisme [...]. Oui, Bismarck, de ses fortes mains a planté sans s'en douter, l'arbre aux branches duquel, triomphants dans un avenir peut-être prochain, les persécutés d'hier accrocheront la défroque impériale et féodale, dont le chancelier de fer a habillé l'Allemagne. [...]* Bismarck nous venge de Bismarck ».

À ce nationalisme visant l'Allemagne par esprit de revanche, mais un peu passé de mode, s'ajoutait une rivalité plus haineuse, plus traditionnelle dans l'histoire du pays et aussi plus contemporaine, car liée à la problématique

coloniale : celle de l'Anglais. Dans les années 1890, la tension entre Paris et Londres fut telle qu'une guerre semblât possible, voire probable. N'oublions pas que 1898 fut l'année de Fachoda. Pour *Le Réveil*, cette tension s'ajoutait à celle provoquée par l'« oppresseur » du peuple irlandais, des articles réguliers venant le rappeler au lecteur étampois. Le 21 mai 1898, l'hebdomadaire entendait livrer un avertissement contre « *les paroles belliqueuses du ministre des colonies d'Angleterre* », qui n'avait pas tenu sa parole d'évacuer l'Égypte, et se montrait « *menaçant à l'encontre de la France et belliqueux à l'égard de tout le monde* », mais « *il est permis de tirer enseignement des paroles d'un ennemi* ». Ce mot d'« ennemi » était répété le 2 juillet dans un éditorial dénonçant le « *protectorat exercé depuis seize ans par les Anglais en Égypte, dont ils sont les maîtres souverains, en dépit des déclarations fantaisistes données en pâture à la naïveté française et européenne* ». Le 27 août, *Le Réveil* relayait les propos d'une « *feuille russe [qui] croit savoir que l'Angleterre aurait, ces temps-ci, établi indûment et sans rien dire, son protectorat sur toute la côte méridionale de l'Arabie, qui appartient sans conteste à la Turquie. Les Anglais nous ont habitués à ce sans-gêne, mais ici, la nouvelle est si grave qu'elle mérite confirmation* ».

Le sentiment national d'impuissance et d'humiliation face à l'expansion coloniale de Londres culmina au moment du retrait de la mission Marchand de Fachoda, au Soudan, le 11 décembre 1898, à la fureur des journalistes étampois. Tout au long des mois de novembre et décembre, la question de

l'Égypte et du Soudan fit la « une » du *Réveil*. Dès le 17 septembre, l'éditorialiste titrait sur « *Les Anglais à Khartoum* », en faisant observer que « *demain la Grande-Bretagne soudera l'Égypte à son empire [...] constitué par le rapt et la violence [...] si on ne l'en empêche pas* », mais fort heureusement la mission Marchand « *aurait atteint au mois de juin dernier, les rives du Nil, à Fachoda, c'est-à-dire à 500 km au sud de Khartoum, reliant ainsi le Congo français à Djibouti, en traversant de l'ouest à l'est l'empire abyssin, barrant du même coup la route à l'Angleterre* ». Déjà très tendue, la situation se compliquait avec l'entrée en jeu de l'Allemagne, s'efforçant d'exploiter la mauvaise entente de Paris et de Londres : « *Les journaux anglais célèbrent avec enthousiasme l'arrangement anglo-allemand dont la mission est de contrecarrer partout les efforts de la France et de la Russie* » (*Le Réveil* du 15 octobre 1898). L'issue de l'affaire incitait les journalistes locaux au pessimisme : « *On annonce des armements formidables du côté de l'Angleterre. Dans certains milieux on croit à la reculade du gouvernement français, c'est-à-dire au départ de nos troupes de Fachoda sans conditions. Si nous ne sommes pas prêts pour soutenir la guerre, c'est peut-être le parti le plus sage* » (*Le Réveil* du 5 novembre 1898). Une semaine plus tard, le pessimisme s'avérait justifié : « *Le conflit avec l'Angleterre n'aura été, il y a tout lieu maintenant de le croire, qu'une alerte, mais combien menaçante ! Nous avons passé ces jours derniers par des instants d'angoisses dont la leçon, il faut l'espérer, ne sera pas perdue. [...] Les journaux anglais nous annoncent les premiers que le gouvernement français abandonne*

*Fachoda. Nos ministres se décident aussi à nous faire connaître officiellement cette triste nouvelle. Ainsi donc, la France capitule devant les brutales menaces de l'Angleterre. Cet échec de notre diplomatie nous paraît atteindre les proportions d'un véritable désastre...* » (*Le Réveil*, 12 novembre 1898). Amer, le bilan était aussi inquiétant : « *Il est manifeste que l'Angleterre veut la guerre avec nous et nous forcera à l'accepter dans un avenir plus ou moins prochain* » (*Le Réveil*, 18 novembre 1898) ; « *Les menaces de l'Angleterre à notre égard ont eu pour résultat de secouer un peu l'apathie du gouvernement : on arme partout dans nos ports : autrement dit, on prend quelques précautions. Il n'est que temps* » (*Le Réveil*, 24 décembre 1898).

Et *Le Réveil* du 17 décembre de s'interroger sur l'opportunité d'un rapprochement avec l'Allemagne, à tout prendre peut-être moins ennemie de la France que l'Angleterre : « *Plusieurs journaux, tant en France qu'en Allemagne, ont émis l'idée de la possibilité d'un rapprochement entre Berlin et Paris. Cette idée, que personne n'aurait osé formuler il y a quelques mois, ne paraît pas irréalisable dans l'état actuel des choses. L'Allemagne n'a aucune raison de ne pas se rapprocher de nous, au contraire. Nous, nous sommes tellement humiliés par l'Angleterre, que la haine que nous vouons à l'Anglais pourrait bien tuer la haine que, depuis 1870, nous avons pour l'Allemand* ».

Esquissées à la charnière de 1898-1899, les tentatives du Reich de creuser le contentieux franco-anglais n'aboutiront pas. Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 150) en rappellent les conséquences : « **Berlin veut davantage : des engagements**



anglais envers la Triple Alliance. C'est l'échec. De toute façon, l'Allemagne n'était pas décidée à renoncer à la Weltpolitik, à l'application du programme naval résultant des lois de 1898 et de 1900. Holstein [le véritable maître des Affaires étrangères du Reich] commet l'erreur de croire que l'Angleterre, même déçue, ne se tournera pas vers la France. [Le chancelier] Bülow n'est pas mécontent de l'échec, car une alliance anglo-allemande risquait d'entraîner des difficultés avec une Russie que lui-même et le Kaiser entendaient ménager. En fait, l'échec est lourd de conséquences. Holstein s'est trompé : l'Angleterre se tourne vers la France et, le 8 avril 1904, c'est la conclusion des accords coloniaux qui inaugurent l'Entente cordiale. Ainsi, le bilan de la diplomatie

allemande paraît désastreux sur le continent : elle a laissé faire l'alliance franco-russe, puis l'Entente cordiale. On est bien loin de l'Europe bismarckienne, des coups de poing menaçants à l'égard de la France. Le nouvel équilibre européen permet à la France de retrouver pleinement son rang de grande puissance et, au besoin, de calmer l'Allemagne par une menace de guerre sur deux fronts ».



## Le choc des impérialismes

Le 8 avril 1904, France et Grande-Bretagne enterraient définitivement la hache de guerre à propos de leur politique coloniale. Une série d'accords signés à Londres marquèrent le début officiel de l'Entente cordiale. Il s'agissait pour les deux pays de défendre conjointement leurs empires face aux prétentions des nouveaux venus sur la scène internationale, Allemagne bien sûr mais aussi États-Unis d'Amérique. Trois textes principaux avaient été adoptés : une déclaration à propos de l'Égypte et du Maroc, une convention concernant

Terre-Neuve et l'Afrique occidentale et centrale, et une déclaration relative au Siam, à Madagascar et aux Nouvelles-Hébrides.

Auguste Terrier, éditorialiste de *L'Abeille*, devait longuement revenir sur les termes de ces conventions, dans le numéro du 16 avril : « *Les deux pays ont donné par des accords en date du 8 avril une solution aux différends qui les séparaient sur le terrain colonial. L'Entente cordiale, inaugurée l'année dernière par l'échange de visites entre le roi d'Angleterre et le président de la*

*République, aboutit donc à des résultats tangibles. [...] L'opinion française s'est rendu compte que l'amitié britannique dans le passé ne nous fut guère profitable, et avant de souscrire au rapprochement franco-anglais [...] elle demandait des gages de la sincérité des sentiments amicaux de nos voisins. Ce sont ces gages que nous apportent les accords du 8 avril. [...] L'Angleterre reconnaît notre situation prépondérante au Maroc, elle nous abandonne les îles de Los qui, sans profit colonial pour elle, menaçaient la sécurité de notre port de Konakry, elle nous donne une rectification de la frontière entre la Gambie britannique et le Sénégal, de façon à nous permettre de naviguer dans le fleuve Gambie ; elle modifie la frontière établie par une convention de 1898 [...] qui empêchait la circulation des convois français entre le Niger et le lac Tchad, elle adhère à la convention de 1888 pour la libre circulation du canal de Suez, elle admet notre situation économique à Madagascar, elle respecte nos droits aux Nouvelles-Hébrides, elle s'engage à ne pas nuire à notre action dans le bassin siamois du Mékong. En échange, la France déclare qu'elle n'entravera pas l'action anglaise en Égypte [...] ; elle renonce aux droits exclusifs que le traité d'Utrecht lui avait donnés sur le French Shore de Terre-Neuve tout en y gardant le droit de pêche. Les Français doivent le reconnaître : ces accords sont pour eux très avantageux. [...] L'amitié française est précieuse aujourd'hui à la Grande-Bretagne. Le temps n'est plus où elle se complaisait dans ce splendide isolement dont elle était si fière. [...] De plus elle a dû s'inquiéter de la concurrence souvent victorieuse que le commerce et la marine marchande des Allemands faisaient à ses propres entreprises ».*

La bonne nouvelle des accords franco-anglais était cependant atténuée par l'annonce du grave échec militaire subi au même moment par les Russes face aux Japonais, en Extrême-Orient. Ce qui conduisait Auguste Terrier à proclamer que « *la France porte sincèrement le deuil avec [la Russie] de ses désastres navals* ».

Dans *L'Abeille* du 30 avril suivant, son collègue Robert de Caix devait pousser plus loin l'analyse de la guerre russo-japonaise, en expliquant au lecteur étaminois ses possibles répercussions sur les intérêts français en Asie mais aussi en Europe : « *Nous n'avons qu'une chance, c'est que la Russie soit victorieuse et porte au Japon de tels coups qu'il lui faudra, pour se relever, un temps au moins égal à celui qui sera nécessaire pour rendre l'Indochine invulnérable à ses attaques. C'est-à-dire qu'en somme, non seulement la victoire des Russes nous serait précieuse parce qu'ils sont nos alliés en Europe et que toute diminution notable de leur puissance est un amoindrissement des garanties que nous avons sur le continent, mais encore que, par les faits et sans aucun traité écrit, ils sont nos alliés dans la politique de défense que nous avons à poursuivre en Indochine. La victoire du Japon, c'est sans doute la réorganisation de la Chine, avec l'esprit guerrier des Japonais, c'est, en tout cas, la possibilité pour le Japon de songer à de nouvelles agressions [...] et] nous aurons bien des raisons de nous dire qu'au lieu de songer à nous installer plus solidement en Indochine, nous n'avons plus guère d'autre perspective à envisager que celle de faire nos malles. Ceci est une raison pour que nous*

*suivions avec un intérêt plus grand encore, et nous dirons plus égoïste, les phases de la lutte qui se poursuit en Extrême-Orient ».*

Nous savons que la Russie fut défaite par les Japonais et que la crise militaire connue par le régime tzariste encouragea les troubles politiques et sociaux dans le pays, jusqu'à entraîner la Révolution de 1905. Commencée le Dimanche rouge du 22 janvier (9 janvier), elle prit (temporairement) fin le 17 octobre, avec la signature par Nicolas II d'un manifeste qui semblait devoir constituer le premier pas de la Russie vers une monarchie constitutionnelle, et par conséquent vers la fin de l'autocratie. Ce Manifeste du 17 octobre accordait, en effet, un certain nombre de libertés aux populations (conscience, parole, réunion, association), et s'engageait à permettre l'élection au suffrage universel de la prochaine Douma législative. Mais cette dernière aurait-elle un véritable rôle constitutionnel, et les ministres seraient-ils responsables devant elle, comme il était d'usage dans les monarchies parlementaires d'Europe occidentale ? Les semaines suivantes apportèrent un début de réponse : profitant de la division entre les forces d'opposition, le tzar refusa de nommer un gouvernement acceptable pour la majorité de la Chambre. Il s'ensuivit un blocage, la Douma refusant les mesures gouvernementales, tandis que le gouvernement refusait les propositions des parlementaires.

Cette crise majeure affaiblissant de plus en plus la Russie, alliée militaire de la France, ne pouvait qu'inquiéter Robert

de Caix, toujours clairvoyant dans *L'Abeille*, ainsi le 30 juin 1906 : « *Nous continuons à souhaiter très vivement que le tzar se décide à collaborer avec la Douma, c'est-à-dire à chercher le seul appui solide qu'il puisse encore trouver pour canaliser la révolution russe, la transformer en réforme au lieu de se laisser emporter par elle et, avec lui, toute la vieille organisation de l'empire. À cela, nous autres Français, nous avons un double intérêt. Le jour où la Russie sera dans un état de désordre, sans doute très durable vu l'ignorance de l'immense majorité de sa population, l'équilibre européen sera irrémédiablement détruit. Les dangers de guerre qui se sont présentés l'an dernier renaîtront, et peut-être aboutiront à un conflit dans lequel nous nous trouverons isolés ou tout au moins privés d'une alliance continentale à laquelle l'entente avec l'Angleterre ne suppléerait que très partiellement. [...] N'oublions pas que l'épargne française a placé plus de onze milliards de francs en Russie, que si une seule fois le coupon de cette énorme dette venait à ne pas être payé, il se produirait sur le marché financier un effondrement tel qu'il entraînerait plus ou moins toutes les valeurs avec les fonds russes ».*

Fort heureusement pour les intérêts français, l'embellie diplomatique se précisait au sud-ouest de l'Europe, entre la mère patrie et l'Italie, comme le reconnaissait Paul Clermont dans *L'Abeille*, le 23 avril 1904 : « *Le président de la République quitte demain Paris pour aller rendre au roi d'Italie la visite que celui-ci lui a faite l'année dernière. [...] C'est une évolution politique importante dont cette manifestation va être l'aboutissement. Le temps n'est pas loin où par-dessus les Alpes les deux nations latines se*

*regardaient en ennemies. La prise de possession de la Tunisie [...] nous valut l'hostilité de la puissance dont nos victoires de Solferino et de Magenta avaient assuré l'unité ! Le temps a fait son œuvre et la raison aussi. [...] Sans renoncer à sa participation à la Triplice, qui cependant perdait son caractère agressif, l'Italie de Victor Emmanuel III a noué avec la France des relations nouvelles qui sont déjà plus que cordiales, affectueuses. [...] L'Italie a réglé avec nous ses comptes africains et n'est plus notre adversaire en Méditerranée. L'Angleterre vient de liquider dans un esprit de concession remarquable ses plus gros différends avec nous. L'Allemagne même, à travers le fossé infranchissable qui nous sépare d'elle à jamais, nous fait des avances et dans les questions extérieures et coloniales elle s'efforce de marcher d'accord avec nous. [...] La mission que le président de la République va remplir à Rome est une nouvelle preuve de la forte situation extérieure de la France, situation dont notre armée est, ne l'oublions pas, un des gages les plus formels ».*

Le plus précieux allié de la France – en même temps que le plus récent – était cependant l'Angleterre. Ce qui fut perçu avec irritation par Berlin, pour qui l'Entente cordiale équivalait à une grave défaite diplomatique. Ainsi que le soulignent Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 171), « le prestige du Reich a subi une sérieuse atteinte : la question marocaine est réglée sans l'Allemagne par Londres et par Paris. L'affront affecte Guillaume II. Tout en saluant l'habileté de la politique française, l'empereur ne manque pas de remarquer que l'Angleterre renforce sa position vis-à-vis du Reich et que

l'espoir d'une collaboration franco-allemande dans les affaires extra-européennes s'évanouit. [Le chancelier] Bülow se montre inquiet et irrité ; il croit à l'existence de clauses secrètes de caractère militaire. Le chancelier doit aussi faire face au mécontentement des pangermanistes et des milieux d'affaires. Pour ces derniers, comme pour les autorités, l'accord de 1904 annonce un monopole français pour l'exploitation économique du Maroc. Nul doute que, du côté allemand, on ne manquera pas l'occasion de “casser” l'Entente cordiale et de remettre en question l'avenir du Maroc ».

Il faut noter que depuis la pacification de ses relations avec l'Angleterre et l'Italie, la France était devenue la seule créancière du Maroc, ce qui lui permit d'établir un contrôle financier sur le sultan de Fès. Ce dernier ne pouvait plus refuser d'être mis sous tutelle par des conseillers venus de Paris, non seulement pour ses affaires économiques, mais aussi militaires et administratives ; le Maroc se transforma en protectorat français. Estimant sa patience épuisée, le gouvernement du Reich sortit de sa réserve, mais en hésitant sur la marche à suivre : fallait-il rechercher une entente avec Paris ou miser sur une épreuve de force ? Guillaume II fit son choix au début de l'année 1905, en encourageant les autorités marocaines à entrer en résistance contre l'impérialisme français. Mieux encore, le kaiser vint personnellement à Tanger le 31 mars 1905, pour soutenir le

sultan et demander l'ouverture sans délai d'une conférence internationale pour régler la « question » marocaine.

Ce « Coup de Tanger » poussa les journalistes étampois à s'intéresser de nouveau à l'Allemagne. Dans *L'Abeille* du 1<sup>er</sup> avril 1905, Auguste Terrier fit comprendre aux lecteurs qu'il s'agissait en fait d'une partie de billard très complexe engageant non seulement Berlin et Paris, mais encore Londres et Saint-Petersbourg : *« La tension est très forte en ce moment entre l'Angleterre et l'Allemagne. On parle couramment à Londres et à Berlin de la guerre future et l'écho de ces préoccupations s'est fait entendre jusque dans des discours officiels. Il n'est pas d'occasion que l'Allemagne ne saisisse d'être désagréable à l'Angleterre [...]. Or, la politique anglaise, à mesure qu'elle s'écartait de l'Allemagne, cherchait à se rapprocher de la France. L'entente a été sanctionnée l'an dernier par l'accord qui nous a donné du fait de l'Angleterre les mains libres au Maroc. [...] Quand un des coups de théâtre dont Guillaume II a le secret s'est produit : [...] Guillaume s'est arrêté hier à Tanger où de grandes fêtes ont été célébrées en son honneur. [...] À travers la France, c'est donc l'Angleterre qui est visée et atteinte par ce coup droit. [...] Guillaume II] ne l'aurait pas osé tenter si la Russie avait conservé en Europe sa force et sa menace. Et voici démontrée par le fait l'utilité de l'alliance russe pour la France : à peine est-elle ébranlée que l'Allemagne reprend son attitude agressive. Quant aux utopies des partisans du désarmement spontané, elles ne peuvent tenir devant cette constatation certaine, que si nous n'avions pas*

*notre force militaire, Guillaume II eut été encore plus brutal et fut devenu un acte d'agression ».*

Mais la France avait-elle alors la « force militaire » ? Le président Loubet et la plupart de ses ministres pensaient que le pays et son armée n'étaient pas encore prêts à risquer l'escalade finale. Et si Londres avait réitéré son assurance de ne jamais permettre à l'Allemagne d'établir une base navale sur les côtes marocaines, le gouvernement anglais n'était pas allé jusqu'à promettre expressément à la France son appui armé en cas de guerre pour le Maroc. Guillaume II ayant obtenu de Loubet, le 6 juin 1905, la « tête » de Delcassé, le jusqu'au-boutiste ministre des Affaires étrangères, le Reich se montra soudain plus conciliant. Les uns et les autres se retrouvèrent du 15 janvier au 7 avril 1906 à Algésiras, pour une conférence à suspense. Dans son éditorial de *L'Abeille* parue le 6 janvier, Auguste Terrier annonçait l'évènement en soufflant le chaud et le froid : *« Au fond, si l'Allemagne s'est soudain montrée soucieuse de ses intérêts marocains [...] c'est parce qu'elle voulait surtout dissocier le rapprochement franco-anglais ».* Si la détente était désormais amorcée, *« tous les jours quelques journaux allemands s'amentent contre la France ».*

Trois semaines plus tard, Paul Clermont, toujours dans *L'Abeille*, se montrait raisonnablement optimiste quant à l'issue de la conférence. Il soulignait combien, en ces heures difficiles, l'Entente cordiale se révéla précieuse, surtout après la vieille inimitié que l'on connut encore il y a peu entre les



deux pays : « [En 1898-1899] nous fîmes à deux doigts de la guerre [mais à présent] le représentant de la France et celui d'Angleterre ont partie liée. Le plus singulier est que cette évolution qui va du conflit de 1898 à l'entente de 1906 ne s'est pas seulement produite dans le gouvernement : à part quelques esprits toujours en bataille et qui ne peuvent s'abstraire de cette idée simple que la France doit être constamment et nécessairement trompée et roulée, il est certain que les deux opinions publiques de chaque côté du détroit ont ratifié les décisions des diplomates. Elles ont compris que les deux grandes nations de l'Europe occidentale pouvaient alléger leurs relations des différends coloniaux qui les avaient aigries et s'associer pour un effort de paix et de prospérité [...]. Mais Guillaume II s'est mis en travers du courant avec toute la brutalité et la raideur d'un grenadier poméranien. La campagne allemande débuta dans la presse par l'affirmation sans preuves, mais toujours répétée, que le rapprochement franco-anglais était dirigé contre l'Allemagne. [...] Pour être juste, il faut reconnaître qu'en Angleterre trop de voix non autorisées ont souligné le danger de l'extension de la flotte allemande et l'Allemagne a eu beau jeu à en faire le sujet de sa querelle. La détente est maintenant générale, et l'amélioration des rapports anglo-allemands, rendue possible par l'attitude si pacifique de la France dans l'affaire du Maroc, est un nouveau gage de paix. [...] L'alliance russe, l'amitié anglaise, une défense nationale forte, et, pour le surplus, une attitude correcte et pacifique envers l'Allemagne, telles sont les grandes lignes de notre action extérieure [...] ».

En position de force à la conférence d'Algésiras, notamment grâce au soutien anglais, bien compris par Paul Clermont, mais aussi en raison de la bienveillance du tzar, la France put imposer ses thèses. Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 175) résument ainsi le succès de Paris : « La police des ports sera confiée aux Espagnols au Nord, aux Français au Sud ; la Banque d'État marocaine assurera la prépondérance aux capitaux français aidés par les "neutres-amis" ; la France reçoit des droits particuliers pour la réforme des travaux publics, des impôts, des douanes. L'affirmation, dans l'Acte d'Algésiras, de quelques grands principes : souveraineté du Maroc, égalité des puissances sur le terrain économique ne peuvent pas faire illusion. L'Allemagne a subi une défaite d'autant plus cuisante qu'elle n'a été appuyée que par l'Autriche-Hongrie ».

Isolée après l'échec de son Coup d'Agadir, l'Allemagne devait l'être plus encore l'année suivante. Ayant réglé leurs différends relatifs à la Perse, à l'Afghanistan et au Tibet, la Russie et la Grande-Bretagne signèrent une convention le 31 août 1907, laquelle donna naissance à la Triple Alliance. Berlin cria au scandale, l'opinion publique et la presse du Reich se déchaînèrent, et Guillaume II se considéra encerclé. Il s'ensuivit un nouveau durcissement de la politique étrangère de l'Allemagne.

Dans *L'Abeille* du 28 septembre 1907, Auguste Terrier laissa libre cours à son soulagement de voir « *L'éléphant et la baleine* » réunis au sein de la Triple Alliance : « [La Russie] a négocié, et à la grande satisfaction de la France qui voit la Russie reprendre enfin sa liberté et sa place en Europe, un accord très positif avec son adversaire. Cet accord vient d'être publié. Il porte sur la Perse, l'Afghanistan et le Tibet. [...] Sans doute il est dicté par les préoccupations que donnent à l'Angleterre l'agitation intérieure très grave des indigènes indiens et à la Russie l'éveil de la Chine. Mais aussi, il réserve l'avenir et l'attitude des deux contractants au regard du troisième larron qui marche résolument vers la conquête du golfe Persique, l'Allemand, maître du futur chemin de fer de Bagdad, et résolu à la poussée vers l'Extrême-Orient (*Drang nach Osten*). [...] *L'éléphant et la baleine* se réconcilient contre le vautour germanique dont le bec s'avance par-dessus la Turquie d'Asie jusqu'au golfe Persique et à l'Océan Indien ». Et un an plus tard, le 13 juin 1908, Terrier ajoutait sur la même question : « *Les relations nouvelles qui s'établissent entre la France, l'Angleterre et la Russie, ne sauraient inquiéter que des tiers agités par une politique encombrante ou animés de mauvaises intentions. C'est seulement une pression du dehors qui pourrait modifier et rendre menaçants les liens qui viennent de se consolider [...]* ».

Une fois encore, c'est du Maroc que devait partir une nouvelle crise. En septembre 1908, six déserteurs de la Légion étrangère, dont trois allemands, étaient appréhendés à Casablanca. Munis de sauf-conduits délivrés par le consulat

allemand de la ville, ils avaient tenté de s'embarquer pour l'Europe... Un mois après leur arrestation, Berlin exigea la libération immédiate de ceux des déserteurs qui étaient allemands. À Paris, le gouvernement de Georges Clémenceau refusa de céder. Finalement, un compromis fut signé par les deux pays le 24 novembre 1908, en prélude à la décision du tribunal international de La Haye, qui sans se mouiller partagea les torts entre Paris et Berlin, par une sentence rendue en février 1909. Dans *L'Abeille* du 13 février, Auguste Terrier se déclara soulagé : « *Un accord franco-allemand vient d'être conclu [le 9 février] au sujet des affaires du Maroc ; l'Allemagne reconnaît la prépondérance et la situation spéciale de la France dans l'empire marocain ; le gouvernement français garantit la liberté entière du commerce germanique et la porte ouverte au Maroc* ». Il ajouta dans le numéro suivant, du 20 février : « *Mais ce qui n'a pas été assez dit, à notre sens, c'est la part que l'opinion publique française a prise à la conclusion de cet accord. Au début de la rivalité franco-allemande, elle a réagi et pris peu à peu conscience de ses intérêts et de son droit. [...] Ce succès de la paix est donc l'œuvre commune de tous les Français* ».

En vérité, les opinions publiques d'Allemagne et de France, mais aussi d'Angleterre, d'Autriche-Hongrie et d'Italie, commençaient à peser de manière nationaliste sur leurs dirigeants. Dans le cas de la crise marocaine de 1908, il était tout à fait remarquable que les gouvernements concernés fissent tout pour éviter l'escalade, en filtrant les

informations livrées à la presse et en usant de leviers contre celle-ci, pour lui imposer d'agir avec circonspection. Il n'en demeure pas moins que l'Europe s'engageait, de crise en crise, sur une pente fatale...



### Une guerre inéluctable ?

Poidevin et Bariéty résumant parfaitement l'engrenage qui saisit les peuples d'Europe, et particulièrement les Français et les Allemands, entre 1911 et 1914 : « **Après le règlement de la seconde crise marocaine, les relations franco-allemandes entrent dans une ère de tension. Les signes de cette tension sont nombreux. Après des années d'apaisement, la question d'Alsace-Lorraine se trouve relancée. Un nationalisme virulent se manifeste des deux côtés du Rhin ; il ne peut être endigué par les efforts des pacifistes. Même les relations d'affaires deviennent difficiles. Dans les deux pays, les militaires imposent un accroissement des effectifs et mettent au point les plans de guerre. Engagés dans un réseau d'alliances, les deux États ne font rien, pendant la crise de juillet 1914, pour éviter le conflit** ».

Tous les aspects évoqués par les deux historiens trouvent leur prolongement dans la presse locale étampoise.

Alors qu'elle avait disparu de ses préoccupations immédiates depuis quelques années, l'Alsace-Lorraine intéressa de nouveau *L'Abeille*, surtout en 1910-1911, période de vives tensions dans les territoires annexés. En mars 1910, le chancelier Bethmann-Hollweg avait préparé un projet de loi relatif à la constitution de l'Alsace-Lorraine, projet visant à mieux l'intégrer dans le Reich. Soumis au Reichstag le 26 mai 1911, le texte fut largement approuvé (par 212 voix contre 94), mais seulement 4 députés alsaciens-lorrains sur 15 votèrent en sa faveur. La nouvelle constitution ne garantissait pas l'égalité des droits au Reichsland d'Alsace-Lorraine. Par rapport aux autres États confédérés de l'Empire allemand, le kaiser pouvait y édicter des



ordonnances ayant force de loi, sans l'assentiment du parlement local (Landtag), et le gouvernement de Berlin pouvait y percevoir les impôts, même si le Landtag devait refuser le budget. De plus, les autorités allemandes s'attaquèrent aux entreprises du Reichsland ayant conservé des capitaux français, le tout provoquant la pagaille dans les milieux d'affaires et menaçant de chômage les ouvriers des entreprises concernées. D'une manière générale, tout ce qui pouvait rappeler la France ou être suspect de sympathies françaises fut victime de tracasseries, ce qui rappela les méthodes employées par Berlin dans les années 1880.

Sans consacrer de très longs articles à l'Alsace-Lorraine, *L'Abeille* se contentait d'en donner des nouvelles la plupart du temps par entrefilets, mais c'est la régularité des mentions qui devait frapper le lecteur, comme aurait pu le faire une rubrique régulière. Le 14 janvier 1911, il était question de la « Lorraine annexée » : « *Dimanche soir, la société La Lorraine sportive donnait un concert privé à Metz, qui fut interrompu par la police parce qu'il constituait, suivant le commissaire de police, une manifestation française. [...] Les soldats du poste de la place d'Armes reçurent par deux fois l'ordre de charger les manifestants et des arrestations furent opérées. Ces vexations indignèrent même quelques Allemands immigrés qui joignirent leurs protestations à celles des Lorrains [...]. Néanmoins, le dernier mot est resté au gouvernement allemand ; La Lorraine sportive est dissoute et son président a été mis en état d'arrestation* ». Le 29 avril suivant, la rédaction de

*L'Abeille* soulignait que « *Paris a fêté ces jours-ci Hansi et Zislin, deux caricaturistes alsaciens, rédacteurs du journal Der Elsass, qui là-bas exercent leur fine ironie à l'encontre des Allemands oppresseurs. Nous donnons ci-contre un curieux spécimen du talent de Hansi ; la malheureuse Alsace est prisonnière entre les deux molosses allemands qui la surveillent ! Quant à Zislin, il vient d'être condamné pour la seconde fois par le tribunal de Mulhouse pour avoir peinturluré une carte postale où la censure allemande a découvert du bleu, du blanc et du rouge* ». Et le 13 mai, sous le titre de « *L'Alsace entravée* », le journal s'exclamait : « *Pauvre Alsace-Lorraine ! Pendant que nous l'oublions, elle continue à supporter le poids du despotisme allemand. Mardi, l'empereur d'Allemagne a brusquement prononcé la dissolution du Landesausschuss d'Alsace-Lorraine, ou Délégation : ce petit parlement qui siégeait à Strasbourg et faisait entendre les doléances des annexés, a été jugé trop indépendant. C'est la suite des vexations systématiques actuellement employées contre les manifestations d'indépendance de nos malheureux compatriotes* ». Le 1<sup>er</sup> juillet, encore, sous le titre très explicite « *Vive l'Alsace-Lorraine !* », *L'Abeille* évoquait la protestation des étudiants de Paris contre l'expulsion des universités allemandes de l'étudiant alsacien Munck, pour avoir notamment écrit dans une lettre que « *les Alsaciens-Lorrains ne s'en laissent plus imposer par l'arrogance des Chinois d'outre-Rhin* »... Pour le rédacteur étampois, il s'agissait au contraire de « *paroles bonnes à dire et que de ce côté de la frontière il faut répéter aux jeunes générations* ». Les années suivantes n'apportèrent guère de répit. Dans son

éditorial du 5 avril 1913, auquel il donna le nom de « *Sourires d'Alsace* », Auguste Terrier mettait de nouveau à l'honneur Hansi et le caricaturiste Zislin, « *dont les aspirations alsaciennes restent françaises, qui tourne vers la France ses yeux et ses espérances ; deux races hostiles continuent de vivre là-bas sans fusionner et presque sans se pénétrer* ». Le 26 juillet de la même année, *L'Abeille d'Étampes* signalait la « *reprise des persécutions des Allemands contre les Alsaciens-Lorrains restés fidèles à leurs souvenirs : tout cela ne fait qu'ancrer la résistance* », et le 6 décembre l'éditorial de Paul Clermont ouvrait sur l'incident de Saverne.

Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 193-194) consacrent un long passage à cette affaire qui révéla l'échec de la germanisation forcée en Alsace-Lorraine et eut de sérieuses répercussions à Paris et à Berlin. Au début, l'incident avait été jugé mineur : « un jeune officier, von Forstner, injurie des recrues alsaciennes, la Légion étrangère, le drapeau français — , l'affaire déclenche une campagne de presse en Alsace-Lorraine. Des incidents opposent la population aux officiers et soldats allemands. Le tribunal militaire de Strasbourg acquitte Forstner et le colonel de son régiment, ce qui provoque de nombreuses manifestations dans le Reichsland. [...] L'affaire provoque des remous en Allemagne. [...] le chancelier, qui donnait raison aux militaires] n'est pas suivi par le Reichstag, qui le désavoue par 293 voix contre 54. Mais ce vote est une protestation contre l'abus du pouvoir militaire, et non un geste de sympathie à l'égard de l'Alsace-

Lorraine. L'affaire de Saverne a des sérieuses répercussions. En France, elle suscite une réelle satisfaction dans les milieux nationalistes qui veulent y voir un signe de la fidélité de l'Alsace-Lorraine au souvenir français. [...] En Allemagne], conscientes de l'échec de la germanisation, les autorités doutent du loyalisme des Alsaciens-Lorrains : l'envoi des mobilisés sur le front oriental, en 1914, montre bien qu'elles craignaient des désertions massives en cas d'engagement sur le front français. Cette crainte est-elle justifiée ? [...] Le 4 août 1914, le statthalter von Dallwitz constate avec surprise que « l'état d'esprit de la population est parfait dans toute l'Alsace ». [...] Irrités par le comportement des autorités, [les Alsaciens-Lorrains] ne veulent nullement la guerre pour favoriser un retour à la France. Tout en restant fidèles au souvenir français, nombreux sont ceux qui cherchent, avant tout, à affirmer leur particularisme ».

Toujours est-il que l'incident de Saverne provoqua un sursaut nationaliste dans la presse étampoise. Paul Clermont écrivit, dans *L'Abeille* du 6 décembre 1913, en conservant un ton mesuré, que « *toute la petite ville [de Saverne] s'émeut, se redresse, se révolte, exige des réparations pour l'outrage qui lui a été fait [...]. Un régime de terreur a été établi par les militaires allemands [...]. On arrête des enfants, des fillettes : quand nos antimilitaristes parlent du régime du sabre, on peut les prier de regarder ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. [...] Il est juste de reconnaître que l'opinion allemande ne s'est pas solidarisée avec les auteurs des brutalités*

*de Saverne. Le sentiment qui a dominé dans les journaux de Berlin a été la tristesse d'avouer qu'on en était encore là en Alsace après quarante-deux ans de germanisation violente ou pacifique. [...] Ne devons-nous pas nous demander si nous avons fait tout notre devoir entre nos frères perdus ? Toute une littérature est née en ces dernières années sur l'Alsace-Lorraine et a rafraîchi nos sentiments pour les annexés. Soyons-leur fidèles, connaissons-les mieux, et qu'ils sentent venir de l'Ouest l'affection toujours vivante de leur mère patrie qu'ils n'ont jamais cessé d'aimer».*

L'année 1911 avait aussi été celle du souvenir de la douloureuse défaite de 1871. La littérature qui parut à la faveur de ce quarantième anniversaire se mêla à l'actualité des territoires annexés d'Alsace-Lorraine. Partagée entre son désir d'oublier l'année terrible et sa confiance en la force retrouvée de nos institutions politiques et militaires, *L'Abeille* se plut à souligner combien l'opinion française était admirable de fermeté, toutes les conditions étant réunies pour empêcher que se reproduise le désastre de Sedan. Avec émotion, Auguste Terrier affirmait dans son éditorial du 5 août, que « *C'est un spectacle poignant que de voir l'énergie tranquille avec laquelle les vaincus de 1870, tout en se montrant prêts aux pires éventualités, écartent chaque jour les provocations de ceux qui ne connaissent que la force* ». Il poursuivit sa réflexion en ce sens dans son éditorial du 19 août, en profitant de l'occasion présentée par la parution du livre *Philosophie d'une guerre*, d'Émile Ollivier, souvenirs de celui qui avait présidé le cabinet « libéral » de Napoléon III en 1870. Terrier en tirait

un enseignement pour 1911 : alors que du côté de l'Allemagne, il n'y aurait rien eu de changé depuis la guerre franco-prussienne, « *heureusement du nôtre, il y a, de plus qu'en 1870, la force et la méfiance et c'est la raison pour laquelle la France reste calme au cours de ces longues et difficiles négociations* ». Et le même Auguste Terrier de préciser le 9 septembre, en remarquant que l'anniversaire de Sedan avait été « *brièvement* » fêté à Berlin, alors que l'empereur Napoléon III observa aux jours sombres une vraie « *grandeur* » d'attitude : « *C'est pour cela que nous avons voulu évoquer, en cette semaine où l'Allemagne fête ses victoires, l'horreur tragique du spectacle de l'Empereur français vaincu et captif et l'Empereur allemand triomphant et acclamé. [...] Tous les Allemands de 1870-71 applaudissent aux discours et aux articles de journaux disant qu'il fallait briser à jamais la force française. Ils croyaient y avoir réussi. Étonnez-vous que dans les articles violents des Zeitung et des Blatt de nos jours apparaisse souvent l'étonnement naïf de constater que les gens qu'ils avaient tués se portent assez bien !* » Et pour ceux qui n'avaient pas encore compris combien les Français de 1911 n'étaient plus ceux, craintifs, de 1870-1871, Terrier encouragea les Étampois dans son éditorial du 23 septembre, intitulé « *L'entente française* », à « *Regarder, interroger autour de vous. Comme nous sommes loin de l'affolement de 1870 ! Les Français, cette fois, se sont mis à la hauteur des dangers d'une crise diplomatique. Parlez à ce bourgeois, à ce cultivateur, à ce petit employé, à cet ouvrier aussi, s'il n'a pas laissé déformer sa claire intelligence française par les nuées de beaux parleurs. Demain tous devraient prendre le fusil. S'en effraient-ils ? Il n'en est certes pas un qui ne comprenne la gravité de*

*l'appel aux armes, pas un qui n'ait un frémissement à la pensée de laisser derrière lui son foyer et sa famille. Mais il n'en est pas un non plus qui hésite. [...] Ce n'est pas une résignation, c'est un sacrifice consenti à la foi par la raison et avec la joie ».*

Le ton de *L'Abeille* n'avait, en effet, plus rien à voir avec celui, timide et triste, des numéros parus dans les années consécutives à la défaite de 1871. Le 28 octobre, sur presque deux pages, le journal rendit compte d'« *Une belle manifestation patriotique : Étampes célèbre les morts de 1870-1871* », dont la cheville-ouvrière était la Société des anciens combattants de 1870-1871, fondée en 1893. La cérémonie eut lieu en présence du député Carnot, des officiers de l'École militaire Blériot et... du capitaine Fessa, de l'armée ottomane ! Au nombre des participants, l'on comptait aussi (ce qui ne surprendra personne) la compagnie des sapeurs-pompiers, les sociétés de gymnastique et la fanfare d'Étampes. Après le service religieux en la collégiale Notre-Dame, le cortège se rendit dans le cimetière Saint-Basile, au pied du monument élevé (en 1872) à la mémoire des victimes de la guerre de 1870-1871. Devant une foule nombreuse, l'ancien député Laurent Amodru expliqua combien la France se sentait prête et forte, et salua « *la décadence rapide de l'antimilitarisme doucereux et dissolvant* » apparu dès 1905, pour laisser « *heureusement* » place au « *mouvement général qui s'est produit en faveur de la réorganisation de nos forces militaires et navales, et en faveur de la préparation militaire de la jeunesse. [...] On l'avait méconnue, car elle se prépare allègrement par la gymnastique et le tir, par l'éducation*

*militaire avant la caserne et surtout par l'habitude de la discipline et de l'effort accompli en commun, à bien faire son devoir le jour où la France aurait besoin des bras de tous ses enfants. [...] Puisse donc le groupement spontané des énergies nationales, dont nous venons d'admirer l'impressionnant spectacle, demeurer à jamais indestructible ! [...] Rassurez-vous. La France s'est depuis longtemps relevée de ses ruines ; elle est redevenue la grande nation, puissante et prospère ; elle est toujours le pays de la vaillance et du patriotisme ».* Confiance retrouvée, démonstration de puissance, mais aussi esprit supérieur, digne et serein, créaient une ferveur nouvelle que toute la population étampoise (et française) était conviée à reconnaître et à partager. Et même l'adversaire d'hier n'était pas oublié à travers cet élan de dignité autosatisfaisante : *L'Abeille* reproduisait en page deux une lettre prétendument signée par « *Un vieux soldat* », et dont les propos étaient les suivants : « *Puisque nous parlons des morts de l'année terrible [1871], laissez-moi vous signaler que dimanche plusieurs visiteurs se sont arrêtés sur la tombe des Allemands décédés à Étampes ; un peu à gauche du monument, sur un terrain en pente, une simple grille limite un rectangle de terre ; sur cette grille on lit : Tombe militaire, loi de 1872. C'est là que quelques Allemands décédés également à l'hôpital reposent pour toujours. Rien n'indique leur nombre. Seuls les registres de l'hôpital pourraient en donner les noms et la quantité. De ceux-là aussi, les Français respectent le sommeil... ».*

Décidément très riche en émotions, l'année 1911 fut aussi celle du Coup d'Agadir. Un accord financier franco-marocain conclu en juin 1911 provoqua la colère de Berlin, qui vit dans

ce texte une violation de l'Acte d'Algésiras et de l'accord franco-allemand du 9 février 1909. La France se réservait, de fait, le monopole de l'aménagement des voies ferrées marocaines et plus généralement de tous les travaux publics d'importance dans le pays, en excluant des marchés les autres puissances européennes. Mais la véritable crise résulta d'une combinaison de facteurs politico-militaires. Soumis à une forte insurrection de tribus, auquel il était bien incapable de faire face, le sultan demanda l'assistance de la France pour protéger les ressortissants européens. Les troupes françaises en profitèrent pour se saisir de Fès et de Meknès, en violation flagrante de l'Acte d'Algésiras, qui ne les autorisait pas à intervenir à l'intérieur des terres marocaines. En réponse, Guillaume II envoya le 1<sup>er</sup> juillet la canonnière allemande Panther dans le port d'Agadir. Les négociations qui s'ouvrirent le 9 juillet s'annonçaient très difficiles, le Reich exigeant en compensation d'obtenir le Congo français. Les militaires français firent pression sur le gouvernement Caillaux, en expliquant qu'ils n'étaient pas prêts à soutenir une guerre contre l'Allemagne, point de vue également partagé par l'état-major anglais. En revanche, la Grande-Bretagne accepta d'épauler la France sur le plan diplomatique, et ce soutien s'avéra décisif. La rivalité navale et commerciale anglo-allemande y était pour beaucoup... Quant à la Russie, elle signifia à la France qu'elle ne pouvait la soutenir dans cette affaire. Un accord entre la France et l'Allemagne fut trouvé le 11 octobre, et ses lettres interprétatives signées trois jours plus tard. L'Allemagne

apparaissait comme le vainqueur : la France avait dû notamment s'engager à respecter de véritables appels à candidature pour les travaux publics au Maroc. L'accord fut suivi, le 4 novembre, d'un traité encore plus désavantageux pour Paris : l'Allemagne recevait une partie du Congo français et une bande de territoire le long du Cameroun, permettant l'accès à la mer. La paix avait été sauvée, mais à quel prix et pour combien de temps ?

Les éditoriaux de *L'Abeille* permettent de suivre pas à pas le cheminement de cette crise marocaine, qui fut surtout une crise franco-allemande. S'il est un point sur lequel les journalistes étampois se trompèrent, c'est sur la solidité d'alors de l'armée française. Elle était surestimée par eux, mais il faut reconnaître que la presse n'avait pas eu accès aux vrais chiffres et aux rapports angoissés des généraux. À l'inverse, ces mêmes journalistes surent comprendre – et faire comprendre à leurs lecteurs – que le soutien anglais avait été indispensable pour le règlement pacifique de l'affaire. Le bilan qu'ils tirèrent du traité conclu le 4 novembre se révèle également juste par son sens de l'analyse : l'accord décevait par son coût élevé, et cette déception déchaînerait les passions. Il faut souligner que le traité causa la chute du gouvernement Caillaux, accusé par la Chambre d'avoir suivi une politique de rapprochement avec l'Allemagne, tandis qu'il fut vilipendé par la presse pangermaniste et les milieux financiers de Berlin, lesquels estimèrent – non sans fondement — que le gouvernement



du Reich avait été dupé (comme en 1909) par les promesses françaises sur le Maroc.

Dès avant le début de la crise, *L'Abeille* s'en était prise aux pangermanistes, sous la plume d'Émile Combe, par le biais de la Légion étrangère : « *L'Allemagne a repris ses attaques contre notre Légion étrangère, et, depuis une dizaine de jours, les journaux pangermanistes redoublant d'ardeur dans l'injure et la mauvaise foi, mènent une campagne d'une violence extrême contre nos légionnaires africains. [...] Or, il n'est personne qui ne sache, et depuis longtemps, que si les soldats allemands désertent [dans leur pays d'origine], ils le font de leur plein gré, et qu'ils ont de bonnes raisons, dont la meilleure est, de leur propre aveu, qu'ils préfèrent aux coups et aux sévices de la caserne allemande, la vie de libre aventure dans notre brousse algérienne ou dans nos colonies d'outre-mer, sous la direction d'officiers comme les nôtres, qui mettent leur point d'honneur et comme une émouvante coquetterie à se faire aimer d'abord de ceux auxquels ils commandent* » (*L'Abeille* du 18 mars 1911). Le Coup d'Agadir mobilisait pour la première fois Auguste Terrier dans son éditorial du 8 juillet, en attribuant au Reich seul le déclenchement de la crise : « *L'Allemagne, sous le prétexte d'assurer la sécurité de quelques-uns de ses nationaux qui cherchent à faire des affaires autour du port d'Agadir, situé à l'extrême sud de la côte du Maroc, y a envoyé la canonnière Panther. Ce coup de force a produit dimanche dans toute l'Europe une grosse émotion. [...] L'Allemagne ne connaît plus en cette affaire ni foi ni traités. Son jeu apparaît. Elle veut se faire payer. [...] Le gouvernement français n'a pas perdu son sang-froid et, en protestant contre cette décision injustifiée, il a appelé à l'appui de son droit l'Angleterre et la Russie. Notre amie et notre alliée nous ont donné un*

*concours loyal. [...] Nous marchons au Maroc pour la civilisation et au profit de l'Europe entière : l'Allemagne exige cependant son petit pourboire personnel. L'opinion française a gardé, elle aussi, un calme qui a impressionné nos voisins. Elle sent d'une part que la question du Maroc est une question de vie ou de mort pour la France maîtresse de l'Algérie et d'autre part que l'agression allemande est toujours prête à surgir au moindre prétexte. C'est la seconde alerte. Celle de 1904-1905 avait fait déjà beaucoup de bien à ce pays, en montrant aux jeunes générations que le péril allemand n'est pas vain. La nouvelle alerte prouve à tous que notre paix repose sur nos alliances et nos ententes et plus encore sur la solidité de l'armée nationale* ». Le 15 juillet, Terrier affirmait, non sans témérité concernant l'attitude réelle de Saint-Petersbourg, que le danger extérieur « *nous aura permis de mesurer la solidité de l'alliance russe et de l'amitié anglaise qui se sont montrées loyales et résolues* ». Son confrère Robert de Caix, prenant le relais dans *L'Abeille* du 29 juillet, insistait sur la nécessaire défense des intérêts coloniaux de la France en Afrique du Nord, menacés selon lui par l'arrogance allemande : « *Il ne s'agit pas seulement de savoir si nous pourrions défendre le très grand intérêt national que nous avons à consolider l'Algérie et la Tunisie françaises, c'est-à-dire des pays qui, après nous avoir coûté beaucoup de sang, nous donnent une moisson magnifique et font à l'heure qu'il est, avec la métropole, un commerce de plus de 600 millions de francs par an. Il s'agit toujours du problème beaucoup plus grave de savoir si, oui ou non, la France restera un pays indépendant ou sera obligée, comme on dit vulgairement, de cirer les bottes à l'Allemagne [...]. Nous espérons donc que le public français comprendra qu'il doit avoir une attitude aussi ferme, et soutenir*

*jusqu'au bout le gouvernement dans cette affaire* ». Un second article, toujours en première page, mettait en cause les « ennemis » de l'intérieur, selon une rhétorique familière déjà au moment de la guerre de 1870-1871 : « *Et c'est pourtant en ce moment que les délégués de la C.G.T. ont accepté d'aller à Berlin assister au congrès international des Bourses du travail ! Il est vrai que l'un d'eux, Yvetot, qui avait parlé contre le devoir en temps de guerre, a dû filer et rentrer en France pour n'être pas expulsé, et que deux autres ont été emmenés au bureau de police* ». La dénonciation du pacifisme cégétiste alternait avec la mise en valeur de la nouvelle médaille commémorative de 1870, commandée par l'État au graveur Georges Lemaire, et « *œuvre d'art très intéressante, en même temps qu'un émouvant souvenir : la face porte une figure de République casquée [...] ; le revers est décoré seulement d'un trophée d'armes avec cette légende : Aux défenseurs de la Patrie, 1870-1871* ». Le 2 septembre, Auguste Terrier reconnaissait la nécessité de concessions françaises pour aboutir à une détente dans la crise d'Agadir, en les présentant comme une victoire : « *elle consent des cessions territoriales à la frontière du Cameroun et du Congo contre sa liberté d'action au Maroc. [...] L'opinion d'outre-Rhin a fini par se rendre à l'évidence et elle accepte l'idée que l'Allemagne, sous la garantie de l'égalité économique, ne doit plus contrecarrer l'œuvre de civilisation et de paix que la France poursuit au Maroc et dont les autres puissances profiteront avec elle* ». Le temps pressait, car « *pendant que l'Allemagne entrave notre œuvre de civilisation, les tribus marocaines en profitent. Elles viennent d'attaquer le poste que le général Dalbiez avait installé à Sefrou. Nous avons eu plusieurs morts* » (L'Abeille du 16 février). Le pacifisme était une nouvelle fois

dénoncé par Terrier le 23 septembre : « *Le gouvernement français a interdit les manifestations dans la rue que la C.G.T. voulait faire dimanche contre la guerre. Il a eu raison. Les négociations doivent continuer dans le calme et il faut que ceux qui parlent au nom de la France puissent dire qu'ils ont tout le pays derrière eux (ou presque, la C.G.T. ne comptant pas à ce point de vue)* ». Enfin, la signature du traité franco-allemand du 4 novembre était certes présenté comme un succès français, mais sans illusions pour la détente des relations binationales, rien n'ayant vraiment été réglé sur le fond : « *Cette crise, qui faillit aboutir à la guerre, a pour résultat la liberté d'action de la France au Maroc, qui va entrer dans notre domaine colonial. C'est pour notre pays un considérable accroissement de force et de richesse. Nous le payons de compensations douloureuses au Congo où les Allemands obtiennent un double accès au cours du Congo et de l'Oubangui et à la frontière de la colonie belge. L'Allemagne ne sort pas grandie de cette affaire. [...] Elle a fait l'union des Français dans une heure d'angoisse. Pour tout cela, nous signerons sans regret l'accord franco-allemand* » (L'Abeille du 4 novembre) ; « *Avec une singulière unanimité, les Français instruits par les événements d'hier vont répétant que l'accord de samedi n'apporte rien de définitif et qu'il est une trêve sans lendemain. L'idée de la guerre fatale a fait dans l'opinion des progrès qu'il est aussi surprenant que rassurant de constater chez un peuple qui avait subi plus que les autres la lente et dissolvante infiltration du pacifisme à tout prix* » (L'Abeille du 11 novembre) ; « *La rivalité anglo-allemande est, avec la question d'Alsace-Lorraine, le problème jamais résolu qui forcera longtemps les puissances du monde entier à garder l'épée en mains* » (L'Abeille du 25 novembre).

Observons que si *L'Abeille d'Étampes* déplorait le besoin de garder le couteau entre les dents, ses éditoriaux n'avaient rien fait pour encourager l'esprit de paix, comme du reste la majorité des titres de presse nationale et locale. À cet égard, l'évolution de la ligne suivie par le *Réveil d'Étampes* était peut-être encore plus révélatrice. Nous nous souvenons que ce journal passionnément républicain avait montré en 1887 de la sympathie pour les pacifistes ainsi que pour les socialistes allemands. En 1911-1912, l'esprit de dialogue n'existait plus, étant remplacé dans les colonnes du journal par l'élan nationaliste. Le 20 janvier 1912, Champ-Rigaud expliquait ainsi dans son éditorial, que « *Les Allemands ont droit à notre reconnaissance : ce sont eux qui ont réveillé l'âme française. Déjà monsieur Clémenceau avait osé un jour résister aux insolences d'outre-Rhin. Mais l'affaire d'Agadir a été l'événement providentiel qui a surexcité notre orgueil. Cet été, ce n'est pas un patriotisme de commande qui a inspiré toute la presse française, c'est le génie d'une race qui s'est manifesté. Les Français n'ont pas craint la guerre ; ils ont donné au monde le spectacle de leur union autour du drapeau. [...] M. Poincaré nous promet une politique nationale* ». Et le même Champ-Rigaud d'affirmer le 27 janvier, que « *Victor Hugo parlait quelquefois des États-Unis d'Europe. On s'était toujours douté que c'était là une idée de poète. Mais je crois bien que cette année aucun poète ne se proclamerait citoyen du monde. Ce ne sont que nuages qui [...] obscurcissent un peu l'horizon* ». Enfin, dans son éditorial du 16 février, Paul Fleurot, par ailleurs conseiller municipal de Paris, se félicitait de la tenue, à la Sorbonne, d'une « *grandiose manifestation* » en faveur de l'aviation militaire française, « *sans*

*distinctions de partis et d'opinions [...] pour déterminer un mouvement d'opinion et lancer une souscription nationale en faveur de notre flotte militaire aérienne* ». Le ton du *Réveil* avait décidément changé... Alors que son éditorial du 24 février 1912 ouvrait sur le nouveau programme naval voté à la Chambre, celui du 2 mars saluait « *l'élan national* » : « *Les collégiens sont agités d'un frisson guerrier. Les instituteurs de France eux aussi veulent manifester leur patriotisme. Tant mieux* ». Le 14 septembre 1912, l'éditorial de J. Domergue, repris du journal *La Réforme économique*, enfonçait le clou en dénonçant « *L'infiltration allemande* ». De quelle infiltration s'agissait-il ? « *On vient d'apprendre qu'un commerçant français (?), ayant soumissionné une fourniture d'instruments chirurgicaux pour l'armée, a trouvé très simple et aussi très lucratif, de faire confectionner ces instruments en Allemagne, de sorte qu'en réalité, le résultat est le même que si l'adjudication avait été prononcée au profit de la fabrication allemande. [...] Il faut organiser "la défense du travail national"* ». Cette idée du patriotisme économique était à nouveau mise en avant dans *Le Réveil* du 5 octobre, cette fois par P. Vergne, scandalisé de l'invasion du « *made in Germany* ». Ne venait-on pas de découvrir la fabrication, en Allemagne, de fromages étiquetés « *de Brie* » ? La concurrence commerciale en Europe, qui allait constituer l'une des causes de la Grande Guerre, frappait aussi les pays danubiens et balkaniques. Dans son éditorial du 6 décembre 1912, Jean Dorat eut raison de souligner l'importance des facteurs économiques dans le contentieux austro-serbe : la Serbie ne pouvait se passer d'un port pour ses exportations vers l'Europe occidentale, mais en l'absence d'accès



maritime, il fallait que ses exportations transitassent par l'Autriche-Hongrie.

Comme l'observent Poidevin et Bariéty (*op. cit.*, p. 207), « dans les relations d'affaires, la bienveillance fait place à la mauvaise volonté réciproque. À Paris comme à Berlin, on ne songe plus à négocier pour aplanir les difficultés. Dès 1911-1912 s'engagent des hostilités faites d'escarmouches multiples, de coups d'épingles répétés : l'arsenal des armes protectionnistes et financières est mis à contribution avant les fusils et les canons. Cet épanouissement du nationalisme économique et financier est l'une des composantes de la vague nationaliste. Les campagnes contre l'invasion allemande nourrissent en France une psychose propre à durcir un nationalisme essentiellement défensif. Mais l'Allemagne, condamnée à l'expansion, a pu interpréter les mesures prises contre ses intérêts comme les éléments d'un plan d'encerclement destiné à l'enfermer dans un espace vital trop restreint. Les difficultés économiques, financières, empoisonnent l'atmosphère et contribuent à nourrir l'antagonisme politique ».

En parallèle au conflit économique, les principales nations d'Europe s'efforçaient d'accroître leur potentiel militaire et d'échafauder des plans de guerre. En Allemagne, la loi du 14 juin 1912 prévoyait une première augmentation de l'armée active ; augmentation aussitôt jugée insuffisante par l'état-major. Le gouvernement présenta une seconde loi au Reichstag ; votée le 3 juillet 1913, elle allait permettre de

disposer d'une armée active de 750 000 hommes pendant l'hiver 1913-1914 et de 820 000 hommes en octobre 1914. À ce titre, la France accusait un retard, car disposant à peine de 525 000 soldats d'active sur le continent européen, en juin 1912. En réponse à ce déficit, le gouvernement de Paris décida le 27 février 1913 de porter à trois ans la durée du service militaire, avec le soutien des grands titres de la presse nationale, mais les débats à la Chambre furent houleux, les socialistes et radicaux-socialistes s'étant opposés au projet de loi. Il fut néanmoins adopté le 7 août, et en appelant à la fois les classes 1913 et 1914, l'armée française passa à environ 720 000 hommes au printemps 1914.

Dans le débat qui agitait alors la France, *L'Abeille d'Étampes* prit fait et cause pour l'allongement du service national. Déjà en 1911, dans son éditorial du 24 juin, Auguste Terrier avait dit son inquiétude : « *L'effectif de l'armée métropolitaine est de 595 000 hommes, presque égal à celui de l'armée allemande. Le recrutement peut-il suffire à ce chiffre considéré comme nécessaire ? La diminution de notre natalité pose ce problème angoissant, ou plutôt elle le posera bientôt [...]. Les engagements et rengagements suffiront-ils à combler le déficit ? Le discours prononcé par [...] le rapporteur du budget de la guerre fait craindre que non* ». En 1912, *Le Réveil* titra à son tour et à plusieurs reprises sur la diminution de la natalité en France. Le 22 février 1913, Terrier revint sur le sujet dans *L'Abeille*, en affirmant que « *l'Allemagne guettait sa proie* », raison pour laquelle « *la France était prête au sacrifice d'un service militaire plus long* ». Autre journaliste de *L'Abeille*, Robert de Caix emboîta le pas à son

collègue, ainsi le 12 avril : « *La paix ne sera assurée que si nous rendons la guerre redoutable à nos ennemis éventuels. Nous sommes en ce moment comme un propriétaire qu'un nouveau risque invite à grossir sa prime d'assurance et qui doit s'y décider, car l'assurance la plus coûteuse l'est encore beaucoup moins qu'un incendie* » ; « *Jamais l'Europe n'aura passé plus près de la guerre que pendant cette semaine. [...] Huit fois depuis quarante-deux ans, des nations civilisées organisées ont recouru au jugement des armes, soit environ une guerre tous les cinq ans. Comment traiter alors, sinon comme des utopistes dangereux, les hommes qui viennent vous dire que les conflits armés ne sont plus de notre époque, qu'on ne se battra plus parce que les vainqueurs ne peuvent rien tirer des vaincus ?* » (L'Abeille du 3 mai 1913).

Rien d'étonnant alors, si L'Abeille condamna sans faiblir les conférences interparlementaires organisées pour défendre le dialogue et la paix. Le 11 mai 1913 eut lieu à Berne une de ces conférences, à laquelle participèrent 185 députés et sénateurs français et une trentaine de députés allemands. Elle adopta une motion pacifiste répudiant les « détestables campagnes d'excitation chauvine », en soulignant que la grande majorité des populations était « fermement attachée à la paix ». Non sans lucidité, L'Abeille du 17 mai fit remarquer, « *qu'une cinquantaine de députés allemands soient allés à Berne, cela ne modifiera pas d'une ligne la politique impériale allemande, laquelle est d'ailleurs soustraite au contrôle du Parlement d'Empire* ». Mais les mots les plus durs étaient réservés à la « *centaine de socialistes utopistes français* » qui avaient fait le voyage en Suisse, et en particulier à Jaurès. Le numéro du 28 juin insistait au

contraire sur la paix européenne maintenue grâce à l'Entente cordiale, au moment où le président Poincaré était reçu à Londres. Les cérémonies du 14 juillet 1913 fournirent, enfin, à Paul Clermont, de L'Abeille, l'occasion de s'émerveiller devant « *la première armée indigène du monde* » : celle de la France. La fête fut « *vraiment nationale* » et aussi « *très coloniale* », avec « *ses soldats d'outre-mer, turcos, tirailleurs sénégalais, annamites, malgaches, spahis, qui ont versé des torrents de sang pour la plus grande France* ». Or, ces forces vives au service de la France pouvaient même être allemandes, comme le précisa Clermont le 6 septembre, à propos de la Légion étrangère : « *on sait que le légionnaire est traité avec justice et bonté, qu'il est sûr de sa nourriture et qu'il mène une vie peu banale. Il n'en faut pas plus pour attirer les candidats et, en décorant le drapeau de la Légion, la France a montré qu'elle sait aussi honorer ces épaves de la vie qui se régénèrent sous son drapeau* ».

Les premières semaines de 1914 demeurèrent celles de la paix armée. La presse locale salua régulièrement l'amitié franco-anglaise, non sans livrer son sentiment – critique – sur le pacifisme de certains hommes politiques de Londres, mais la Russie n'était pas oubliée. En annonçant le voyage du président Poincaré au pays du tzar, Auguste Terrier rappela le 10 janvier l'importance exceptionnelle de l'enjeu, car « *seule la rapidité de l'intervention russe pour attirer de son côté un nombre de corps allemands suffisants pourrait nous permettre de faire front* ».

L'Entente cordiale, surtout, rassurait. L'Abeille du 14 mars s'éleva contre le parti libéral anglais « *qui se laisse encore entraîner*

à la chimère du désarmement et du rapprochement avec l'Allemagne. [...] Alors que la malheureuse Alsace continue de gémir sous la botte prussienne ». Le 28 mars, la « malheureuse Alsace » était à nouveau mentionnée, et la presse de Berlin critiquée, pour « entretenir systématiquement l'excitation de l'opinion allemande : la presse lui distille chaque matin des dépêches alarmistes, irritantes, dénonçant la France ou la Russie pour la maintenir, pour ainsi dire, sur le pied de guerre, c'est que cela répond aux nécessités de la politique intérieure de ceux qui mènent le peuple allemand. L'armée n'est pas en Allemagne comme chez nous la servante de la nation, elle en est la maîtresse [...]. C'est un appui pour le régime. L'Empereur est le seigneur de la guerre, le Kriegsherr ; il lui faut faire sans cesse les gestes de ce personnage [...]. C'est sa politique électorale à lui qu'il fait en entretenant les fanfares guerrières [...] ». Fanfares guerrières dont *Le Réveil* et *L'Abeille* étaient devenus, par ailleurs, et à leur modeste échelle locale, d'inconditionnels partisans...

L'éditorialiste du second titre, Paul Clermont devait le démontrer à nouveau le 11 avril, en se félicitant du grand retour de la préparation militaire – que son prédécesseur Percher avait condamnée dans *L'Abeille* en 1882 (« professeurs et instituteurs ont pour tâche de former l'homme de demain : ils font de lui un citoyen, qu'ils fassent aussi de lui sinon déjà un soldat, du moins un conscrit », écrivait Clermont), et le 25 avril, à propos de l'accueil triomphal que les Français avaient réservé aux souverains d'Angleterre (« acclamation des foules et [les souverains] ont vu devant eux au cours des brillantes cérémonies l'élite de la France et ce qu'elle peut représenter de plus beau : son armée »).

Contrairement à ce que *L'Abeille* avait pu affirmer, le débat sur la prolongation du service militaire laissait des traces critiques dans l'opinion, comme le démontra le résultat des élections législatives des 26 avril et 10 mai 1914, qui vit le succès des trois groupes parlementaires de la gauche, hostiles à la loi des 3 ans. Le journal étampoïsis fut toutefois rassuré par la nomination de Viviani aux fonctions de Président du Conseil. Bien que socialiste, ce dernier s'était rallié à la loi : « Viviani, malgré ses origines socialistes, est un homme de gouvernement. Alors que comme député il était hostile à la loi des trois ans, il a compris que cette réforme était une nécessité imposée par les circonstances extérieures et les armements de l'Allemagne » (*L'Abeille* du 13 juin 1914).

Si tout le monde avait envisagé une guerre générale dès 1912, et même avant, les opinions publiques balançaient entre nationalisme et pacifisme. Au début de l'été 1914, aucune menace immédiate ne semblait menacer la paix armée. C'est alors que l'assassinat de François-Ferdinand de Habsbourg, à Sarajevo, le 28 juin, ouvrit une crise fatale. Avec une certaine mauvaise foi, *L'Abeille* du 1<sup>er</sup> août crut bon d'affirmer que « ce sont des sujets autrichiens qui ont assassiné l'archiduc et sa femme [...]. [Mais] c'est à la Serbie que l'Autriche en a fait grief ». Le journal conservait un ton raisonnablement optimiste, en expliquant avec perspicacité que « Ce qui fait la gravité de l'affaire, ce n'est pas la rivalité proprement dite de l'Autriche et de la Serbie. C'est que derrière l'une et l'autre il y a les deux grandes forces qui jusqu'ici s'équilibraient en Europe centrale, la force allemande

*derrière l'Autriche, la force russe derrière la Serbie. C'est la lutte du germanisme contre le slavisme. Ou plutôt c'est une tentative de la part de la Triple Alliance pour abattre le prestige, réduire les intérêts et même outrager l'honneur de la Russie et de ses alliés, la France et l'Angleterre. Voilà pourquoi le conflit austro-serbe a tout de suite pris une importance européenne [...]. La Triple-Alliance et la Triple-Entente sont face à face [...]. La diplomatie travaille à trouver le terrain d'une médiation, on la croit possible à l'heure où nous écrivons ».*

Si Vienne tenta de profiter de l'attentat pour s'attaquer au mouvement des nationalités qui menaçait ses fonctions vitales, Berlin poussa l'Autriche à l'intransigeance face aux Serbes, en estimant que la Russie et la France n'étaient pas prêtes à la guerre. Le Reich sabota en conséquence les tentatives anglaises de médiation, d'ailleurs considérées avec suspicion par le gouvernement français. Nous connaissons la suite : ayant décrété la mobilisation générale et non partielle (contrairement à ce que la France avait demandé), la Russie s'attira la déclaration de guerre de l'Allemagne, le 1<sup>er</sup> août. Deux jours plus tard, Berlin déclara la guerre à Paris et viola la neutralité belge, tandis que la Grande-Bretagne s'engageait aux côtés de la France.

Le 4 août, malgré leurs sensibilités politiques différentes, *L'Abeille* et *Le Réveil* fusionnaient pour la durée de la guerre. Une édition spéciale avait paru à cette occasion. Les journalistes s'engageaient à « *renseigner exactement* », « *trop de bruits étant colportés et grossis* ». Maurice Dormann, le patron du *Réveil* et de l'imprimerie La Semeuse, consacra dans son éditorial la déroute des pacifistes : « *Quand samedi 1<sup>er</sup> août, dans la soirée, fut annoncée à Étampes la mobilisation, il y eut une détente : Enfin ! Nous sommes fixés. Et maintenant finissons-en ! Cette expression se retrouvait dans toutes les bouches. [...] Tout le monde a accueilli la nouvelle avec soulagement. [...] C'est avec une joie profonde que nous avons pu admirer l'entrain, l'enthousiasme de ceux qui partent. [...] Et comme l'esprit de la race ne peut perdre ses droits, sur un wagon on peut lire à la craie l'annotation d'un loustic : Train de plaisir – Pour Berlin – Rapide. Demain à notre tour !* »

Clément Wingler,  
Étampes,  
septembre 2014

